



# RAPPORT ANNUEL

2016-2017





ONU Femmes est l'organisation des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Porte-drapeau mondial des femmes et des filles, ONU Femmes a été créée pour accélérer les progrès en faveur de l'amélioration de la condition des femmes et des filles et pour répondre à leurs besoins dans le monde entier.

ONU Femmes soutient les États membres des Nations Unies dans l'adoption de normes internationales pour réaliser l'égalité des sexes et travaille avec les gouvernements et la société civile à concevoir les lois, les politiques, les programmes et les services publics nécessaires à l'application de ces normes. ONU Femmes soutient la participation équitable des femmes à tous les aspects de la vie, se concentrant sur cinq domaines prioritaires : renforcer le leadership et la participation des femmes ; mettre fin à la violence contre les femmes ; faire participer les femmes à tous les aspects des processus de paix et de sécurité ; renforcer l'autonomisation économique des femmes ; et mettre l'égalité des sexes au cœur de la planification et de la budgétisation nationale. ONU Femmes coordonne et promeut en outre le travail réalisé par le système des Nations Unies pour faire progresser l'égalité des sexes.



ONU Femmes s'emploie à concrétiser la vision des Objectifs de développement durable en faveur des femmes et des filles aux quatre coins du monde.

---

# SOMMAIRE

---

## RAPPORT ANNUEL D'ONU FEMMES 2016-2017

Les droits, les résultats et la résilience :  
mise en œuvre rapide du Programme 2030 2

Établissement de normes élevées pour les  
femmes et le monde 4

### *Principaux résultats et programmes*

Montrer la voie vers l'inclusion politique 8

Revendiquer des rôles légitimes dans  
l'économie 12

Mettre fin à la violence à l'égard des femmes 16

Aspirer à la paix et à la justice 20

Comblent le fossé entre l'aide humanitaire  
et le développement 24

Planifier et budgétiser en faveur de  
l'autonomisation et de l'égalité 28

### *Fonds d'affectation spéciale*

Fonds d'ONU Femmes pour l'égalité  
des sexes 32

Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies  
pour l'élimination de la violence à l'égard  
des femmes 34

Canaliser l'action collective des Nations Unies 36

Promouvoir la participation du public 38

Établir des partenariats pour un avenir durable 42

États financiers 2016 44

ONU Femmes dans le monde 48

# LES DROITS, LES RÉSULTATS ET LA RÉSILIENCE : MISE EN ŒUVRE RAPIDE DU PROGRAMME 2030

**CE RAPPORT PRÉSENTE** les nombreuses façons dont nous soutenons le travail accompli aux niveaux national et mondial pour transformer les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en résultats concrets pour les femmes et les filles du monde entier, en travaillant en collaboration étroite avec les États membres ainsi qu'un vaste éventail de partenaires à la réalisation des droits et au renforcement de la résilience.

Dans le monde, les femmes autonomisées réalisent des progrès visibles. Nous connaissons le pouvoir des modèles d'identification positifs ; nous savons à quel point il est

essentiel pour les filles qui grandissent de voir le succès de leurs contemporaines et, grâce à l'éducation, l'expérience et l'exemple, de pouvoir elles aussi réussir. En 2016, la première année de mise en œuvre des Objectifs de développement durable, nous avons mené un grand nombre d'initiatives visant notamment à aider les femmes à faire valoir leur droit de bénéficier d'un traitement équitable en vertu de la loi, à accéder à des postes d'élues, à s'appuyer sur le pouvoir de l'innovation et des technologies et à devenir des leaders par le biais du sport. Nous avons également soutenu la société civile et les militantes et militants des droits des femmes afin d'orienter et d'influencer les discussions politiques essentielles.



**PHUMZILE MLAMBO-NGCUKA**  
*La Directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, prononce un discours lors de l'ouverture de la réunion de la Commission de la condition de la femme en 2017.*

L'expérience de certaines personnes – par exemple celle de la conseillère municipale de 28 ans, Abla Al Hajaia, en Jordanie, dont la réussite aux élections a été soutenue par les formations au leadership que dispense ONU Femmes, ou celle d'Edna Valdez aux Philippines qui, à 58 ans, a été élue présidente d'une organisation de défense des droits des migrantes travaillant en collaboration avec des partenaires d'ONU Femmes au Mexique, en Moldavie et aux Philippines – atteste des bénéfices qu'offre le renforcement du leadership. Au total, nous avons formé 4 000 femmes aspirant ou élues à des postes de dirigeantes dans 51 pays. Jeunes et âgées, dans le monde entier, ces femmes illustrent le rôle essentiel que joue leur voix collective.

L'absence de violence est un corollaire majeur à ces opportunités : les filles et les jeunes femmes doivent avoir les deux. Au cours de la période couverte par ce rapport, 24 pays, dont les populations comptent plus de 1,05 milliard de femmes et de filles, ont renforcé leurs lois dans le but d'éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles, et 20 d'entre eux ont mis en place des stratégies ou des plans nationaux qui permettent et soutiennent les activités essentielles de suivi des lois adoptées. Dans les campus universitaires de tous les continents, les étudiants et les enseignants – les hommes comme les femmes – conçoivent des moyens innovants permettant de prévenir le harcèlement sexuel et d'autres formes de violence.

ONU Femmes a apporté une aide essentielle aux survivantes des actes de terreur perpétrés par Boko Haram ainsi qu'à celles qui ont subi les effets dévastateurs de catastrophes naturelles. La proportion de femmes expertes militaires déployées dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies a doublé. Nous nous sommes appuyées sur de solides études portant sur les questions relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité pour renforcer l'intégration du genre dans les politiques de lutte contre le terrorisme et inclure les femmes dans les efforts d'alerte précoce. De manière similaire, l'intégration des femmes vivant avec le VIH a permis de renforcer les exercices de planification nationale pour démarrer la mise en œuvre des Objectifs de développement durable. Dans 26 pays, les fonctionnaires des organes nationaux de coordination de la lutte contre le sida ont désormais augmenté leurs capacités en matière d'intégration des questions de genre.

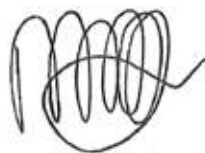
L'une des promesses fondamentales du Programme 2030 est de ne pas faire de laissés-pour-compte. Personne ne devrait avoir à souffrir de l'extrême pauvreté ou à sombrer dans la misère suite à une situation de crise. Pourtant, les femmes et les filles font partie des populations qui risquent le plus d'être laissées pour compte et elles se mobilisent de plus en plus pour affirmer leur résilience, leur faculté d'adaptation et leurs capacités. Dans une année de solidarité marquée,

d'engagement civique croissant, de militantisme féministe fort et d'engagement essentiel des jeunes, les femmes comme les hommes ont uni leurs forces pour protester contre les problèmes qui affectent l'égalité et les droits, depuis les actes de féminicide et de violence basée sur le genre jusqu'aux difficultés en matière de santé sexuelle et de la procréation.

Lors de la réunion de la Commission de la condition de la femme qui s'est tenue en 2017, les États membres des Nations Unies ont établi des objectifs forts concernant l'autonomisation économique des femmes, sachant que, sans mesures immédiates et décisives, les changements qui s'opèrent dans le monde du travail risquent de creuser davantage le fossé entre les femmes et les hommes. Ils se sont engagés à mettre en œuvre des politiques en faveur de l'égalité salariale, à promouvoir le travail décent pour les femmes et à donner plus de moyens aux femmes migrantes, autochtones ou rurales et à celles qui sont handicapées. Tout au long de l'année, la société civile, un partenaire dynamique, essentiel et qui sait se faire entendre dans toutes nos initiatives, a apporté ses nombreux atouts à ce forum et à nos objectifs communs.

Dans son rapport final, le Groupe de haut niveau sur l'autonomisation économique des femmes, organisé par le Secrétaire général des Nations Unies et soutenu par ONU Femmes, a appelé à la transformation des économies afin qu'elles tiennent compte des femmes, et il a proposé sept solutions visant à accélérer le changement. Le secteur privé s'est joint à ONU Femmes pour remettre en cause les normes et les stéréotypes de genre discriminatoires, soutenir l'intégration numérique et financière, et exercer son pouvoir en vue d'apporter des changements directs au profit de son personnel et de ses chaînes de valeur.

En collaboration avec nos nombreux partenaires dans le monde entier, ONU Femmes continuera à réaliser des progrès en faveur des femmes et des filles, tant en ce qui concerne le principe que la promesse du Programme 2030 et de ses objectifs mondiaux, afin d'instaurer l'égalité pour toutes et tous.



**Dr. Phumzile Mlambo-Ngcuka**  
*Secrétaire générale adjointe de l'ONU  
et Directrice exécutive*

# ÉTABLISSEMENT DE NORMES ÉLEVÉES POUR LES FEMMES ET LE MONDE

Les engagements internationaux, affirmés par les États membres des Nations Unies, établissent des références convenues à l'échelle mondiale, qui orientent la prise de mesures et la réalisation de progrès en matière d'égalité des sexes. Grâce aux éléments factuels qu'elle présente et aux activités de plaidoyer qu'elle mène, ONU Femmes soutient l'avancement continu des normes, dans le respect des droits humains des femmes. Nous mobilisons les gouvernements, les organisations de la société civile et d'autres organisations en vue de maintenir la barre haut dans les forums consacrés à l'égalité des sexes. Dans d'autres délibérations et accords liés au Programme 2030, nous veillons à ce que l'égalité des sexes occupe une place centrale en tant qu'aspect fondamental pour les Objectifs du développement durable (ODD) et pour un monde plus inclusif.



*De par le monde, les femmes travaillent dans des conditions inégales, ce qui constitue un déni de leurs droits et une entrave aux objectifs mondiaux. Pour surmonter les obstacles, la Commission de la condition de la femme a élaboré un plan d'action mondial visant à autonomiser les femmes au travail et dans l'ensemble de l'économie.*



**2 130 FONCTIONNAIRES  
ET PRÈS DE  
4 000 REPRÉSENTANTES  
ET REPRÉSENTANTS DE  
LA SOCIÉTÉ CIVILE PROVENANT DE  
138 PAYS  
SE SONT RÉUNIS LORS DE LA  
61<sup>e</sup> SESSION DE LA COMMISSION  
DE LA CONDITION DE LA FEMME**

**800  
JEUNES FEMMES  
ET HOMMES  
ORIGINAIRES DE PLUS DE  
45 PAYS  
SE SONT RASSEMBLÉS À  
L'OCCASION DU DEUXIÈME  
FORUM ANNUEL DES JEUNES**

## COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

Plus grand rassemblement annuel des Nations Unies autour de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, la Commission de la condition de la femme a mobilisé en 2017 un soutien croissant pour faire tomber les barrières qui entravent l'égalité des sexes. Elle a envoyé au monde un message unifié et percutant consacré au thème des femmes sur le lieu de travail et à l'économie en général : le droit de travailler et tous les droits au travail doivent être respectés. Des participantes et participants d'horizons très variés, dont 89 représentantes et représentants ministériels, sont venus de 162 États membres des Nations Unies. Près de 4 000 représentantes et représentants de la société civile issus de 138 pays y ont participé.

Les conclusions concertées de la Commission présentent un plan d'action mondial comportant une série de catalyseurs stratégiques visant à faire tomber les barrières à l'autonomisation économique des femmes qui, sinon, entraveront l'avancement de la réalisation des objectifs mondiaux.

Les États membres se sont engagés à mettre en œuvre des politiques relatives à l'égalité salariale et à prendre des mesures telles que la négociation collective et les audits de la rémunération des femmes et des hommes. Constatant l'émergence de nouvelles possibilités en matière d'emplois grâce à l'évolution rapide des technologies, ils ont souligné la nécessité de proposer aux femmes des programmes d'études et de formation pertinents. Les États membres ont également souligné la nécessité de permettre aux femmes de bénéficier d'un accès complet aux ressources économiques et productives afin de surmonter les problèmes de ségrégation sur le marché du travail. Ils ont lancé un appel pour que les femmes et les hommes puissent accéder à des congés parentaux rémunérés, et pour que les cadres juridiques et politiques prennent fermement position sur la lutte contre le harcèlement sexuel au travail.

Pour la première fois, la Commission a organisé des discussions de fond sur la transition des travailleuses et travailleurs informels et domestiques dans l'économie formelle, avec un consensus sur la promotion du travail décent et des services de soins rémunérés, sur l'augmentation de la protection sociale, sur la mise en place de salaires qui garantissent un niveau de vie adéquat et sur la garantie de conditions de travail sûres. Soulignant la reconnaissance des droits et des contributions de toutes les femmes, la Commission a placé l'accent sur les politiques visant à promouvoir l'autonomisation de groupes spécifiques de femmes, par exemple les femmes migrantes, autochtones, rurales ou en situation de handicap.

## MESURES D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

À l'occasion de la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 22), l'éminent forum intergouvernemental sur le changement climatique, ONU Femmes a travaillé en collaboration avec les États parties lors de l'adoption d'une décision qui impose l'élaboration du premier plan d'action sur l'égalité des sexes pour la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Le plan d'action sur l'égalité des sexes couvre tous les domaines d'activité, y compris l'atténuation, l'adaptation, les financements, le renforcement des capacités ainsi que le développement et le transfert de technologies. La décision impose également la prise de mesures visant à instaurer l'équilibre entre les sexes dans le processus de la CCNUCC, y compris la poursuite des programmes de formation et de sensibilisation pour les femmes et les hommes délégués concernant les questions liées aux politiques et aux mesures climatiques sensibles au genre.

## LES MESURES EN FAVEUR DES PAYS PAUVRES, DES VILLES, DES MIGRANTES ET DES MIGRANTS

La conduite d'un examen du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 a été l'une des plus hautes priorités en 2016, étant donné que les femmes et les filles de ces pays sont les plus défavorisées dans la plupart des aspects liés à l'autonomisation et au bien-être des personnes. Les activités de plaidoyer qu'ONU Femmes a menées tout au long du processus ont contribué à la formulation d'une Déclaration politique contenant des engagements plus fermes à éradiquer les inégalités entre les sexes dans les domaines de l'agriculture, du changement climatique, de l'éducation, des finances publiques et de la pauvreté, entre autres préoccupations majeures.

Dans le Nouveau Programme pour les villes, adopté lors de la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable, ONU Femmes s'est jointe à des groupes de militantes et de jeunes femmes afin d'appeler à une transformation des aspects les plus importants pour un grand nombre de personnes – au sein de leurs

communautés. Le programme offre une opportunité stratégique de soutenir la mise en œuvre du Programme 2030 par une amélioration des établissements humains tenant compte de la question du genre. Il engage les États membres de l'ONU à assurer la sécurité dans les villes et à développer des économies urbaines inclusives, notamment par le biais d'une meilleure reconnaissance des contributions des travailleurs pauvres, en particulier les femmes. Il exige des gouvernements qu'ils instaurent une participation pleine et efficace des femmes dans tous les domaines et dans le leadership à tous les niveaux de prises de décisions, y compris au sein des gouvernements locaux.

En 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a tenu un sommet inédit sur les flux massifs de réfugiés et de migrants. L'accord qui en a découlé reflétait une approche très sensible aux droits humains et à l'égalité des sexes, en partie grâce aux activités de plaidoyer d'ONU Femmes. La Déclaration de New York s'est engagée à instaurer l'autonomisation, la participation et la réhabilitation des femmes et des filles, notamment par une expansion des services essentiels de santé et d'éducation, la promotion des moyens d'existence et l'accès à la justice.

## JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES 2017



La Journée internationale des femmes s'est déroulée la veille de la réunion de la Commission, avec pour thème les femmes face à l'évolution du monde du travail. Dans 53 pays, ONU Femmes a contribué à placer les femmes et le travail au centre du débat public, par le biais de marches, de discussions de groupes, d'événements culturels et de récompenses. À New York, l'actrice primée aux Oscars Anne Hathaway a endossé son nouveau rôle d'ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes, avec un appel à des services de garde d'enfants abordables et à la mise en place de congés parentaux partagés.

À l'occasion de la Journée internationale des femmes en 2017, ONU Femmes a lancé une campagne d'un mois dans le métro de Delhi. Plusieurs milliers d'usagers ont vu des messages sur l'égalité salariale, le partage des services de soins et la sécurité dans les lieux publics.

En Afrique du Sud, ONU Femmes et Facebook ont organisé une session de formation « Boost Your Business » (Dynamisez votre entreprise), portant sur les outils numériques pour les propriétaires de petites entreprises. En Inde, un partenariat avec Delhi Metro Rail Corporation a sponsorisé des messages affichés pendant un mois sur les rames de métro pour sensibiliser le public à l'égalité salariale, au partage des services de soins non rémunérés et à l'instauration de lieux de travail sans violence. En Uruguay, la marche pour les droits des femmes organisée par ONU Femmes et la société civile à Montevideo a attiré 300 000 personnes.

Près de 4 000 articles de presse sur la Journée internationale des femmes et la Commission de la condition de la femme ont été publiés dans 90 pays, dans les plus grands organes de presse tels que Reuters et CNN ou les journaux locaux. Les médias sociaux ont atteint un potentiel de 1,2 milliard de personnes.



# CASAR JACOBSON

« Les technologies s'intéressent davantage aux compétences qu'au genre et au handicap. »

Casar Jacobson, Canadienne de 31 ans, est une défenseuse des droits des personnes handicapées et une championne des jeunes d'ONU Femmes. Elle a participé à la 61e réunion de la Commission de la condition de la femme pour la jeunesse en mars 2017, qu'ONU Femmes a organisée pour la deuxième année pour faire entendre la voix des jeunes femmes dans l'arène intergouvernementale. Pour approfondir son travail avec les jeunes, ONU Femmes a fondé en 2016 la Coalition mondiale des jeunes femmes entrepreneurs pour l'innovation et le développement des compétences. Notre groupe de travail sur les jeunes et l'égalité des sexes s'est élargi et compte plus de 1 000 membres d'organisations du monde entier.

En collaboration avec des partenaires, Mme Jacobson travaille actuellement au développement de technologies non invasives qui rétablissent l'ouïe. Son expérience est liée à l'ODD 5, qui appelle à l'autonomisation de toutes les femmes et filles et qui cible l'utilisation de technologies habilitantes promouvant l'autonomisation des femmes. Son rôle est également lié à l'ODD 4, qui porte sur l'éducation inclusive et équitable ; à l'ODD 8, qui couvre l'accès à des emplois pleins et productifs pour toutes et tous ; et à l'ODD 10, consacré à l'inclusion sociale, économique et politique.



« Quand on perd progressivement l'ouïe, on ne se rend pas compte à quel point on l'utilise, jusqu'au jour où on se réveille sourd. Je ne réalisais pas que je n'entendais pas 70 pour cent de ce qui était dit. Ce trouble a affecté mon éducation, ma carrière et mes relations.

Je suis née malentendante et j'ai perdu l'audition dans l'oreille droite il y a plus de dix ans. Il y a environ cinq ans, je suis devenue complètement sourde. J'ai essayé des appareils auditifs, mais ils ne fonctionnaient pas très bien. J'ai appris seule à lire sur les lèvres, mais ce n'est pas fiable à 100 pour cent. Je me souviens qu'un jour, alors que j'étais à un événement de réseautage, j'ai cru que quelqu'un me demandait si je voulais un cappuccino. La personne est revenue avec une boisson qui ressemblait à du coca-cola. J'étais perplexe et j'ai demandé : « Il n'y a pas de cappuccino ? » La personne a répondu : « Je vous ai demandé si vous vouliez un rhum-coca ». Je ne bois pas d'alcool.

J'ai raté des avions parce que je n'entendais pas les annonces dans

les aéroports. Ce sont des détails du quotidien, petits et grands. Les gens me disent souvent : « On ne dirait pas que tu es sourde. »

Aujourd'hui, je suis une « super connectrice ». Je recherche des personnes qui sont sourdes ou malentendantes, je les relie à d'autres réseaux et ressources, et je les aide à démarrer leur propre entreprise. Le fait d'être une championne des jeunes a élargi mes horizons et m'a permis de nouer des liens avec d'autres femmes handicapées et avec des entrepreneurs. Je pense que les technologies peuvent apporter des solutions aux femmes handicapées. Elles peuvent réellement nous autonomiser, du moment que nous pouvons y accéder. Les technologies s'intéressent davantage aux compétences qu'au genre et au handicap. Actuellement, je travaille avec des partenaires sur des technologies non invasives qui rétablissent l'ouïe.

Mon plus grand rêve est que le monde nous considère comme des personnes qui communiquent différemment, avec un langage différent, et non comme des personnes handicapées, afin qu'une personne sourde ou malentendante puisse grandir et concrétiser n'importe quel rêve [de carrière]. »

# MONTREZ LA VOIE VERS L'INCLUSION POLITIQUE



**72 LOIS**  
ONT ÉTÉ ADOPTÉES OU  
AMENDÉES AFIN DE  
RENFORCER  
LES DROITS  
DES FEMMES DANS  
**61 PAYS**

**4 000**  
FEMMES ASPIRANT  
OU ÉLUES À DES POSTES  
DE DIRIGEANTES ONT ÉTÉ  
FORMÉES DANS  
**51 PAYS**

*Les données portent sur les résultats obtenus en 2016 en collaboration avec les partenaires.*

Plus que jamais, les femmes parviennent à se faire élire, à gravir les échelons hiérarchiques et à briser le plafond de verre. Toutefois, elles ne sont pas encore aussi nombreuses que les hommes à y réussir. Dans le Programme 2030, le monde a convenu que les progrès doivent s'accélérer, et ce rapidement. Les objectifs mondiaux dépendent de la participation pleine et entière des femmes et de leur leadership dans tous les domaines de la vie. ONU Femmes promeut des lois et des politiques qui renforcent le nombre de femmes occupant des postes de direction. Nous aidons les femmes à acquérir les compétences nécessaires pour faire face à la concurrence au mieux de leurs capacités. Notre soutien contribue à un monde plus équitable et plus inclusif – la vision du Programme 2030.

Le travail d'ONU Femmes présenté ci-dessous illustre les contributions de notre organisation, notamment aux Objectifs de développement durable s'appliquant à l'égalité des sexes, à l'inclusion et à la redevabilité des institutions.

## REMPORTER PLUS DE SIÈGES AUX ÉLECTIONS

Dans son village de pêcheurs au **Timor-Leste**, Barbara Garma Soares a mené une campagne vigoureuse lors des élections locales de 2016. Faisant du porte-à-porte, elle a mobilisé ses voisines et voisins sans relâche autour d'un programme de travail collaboratif visant à améliorer leur communauté. Lorsque les électrices et les électeurs sont allés voter, elles et ils n'ont pas hésité à élire Mme Soares chef de leur village ; c'était la toute première fois qu'une femme était élue à ce poste.

Mme Soares a mené un plaidoyer efficace pour sa candidature, grâce à une formation que lui a dispensée ONU Femmes. Elle faisait partie d'un groupe de 300 femmes participant à des sessions qui les ont préparées à se présenter aux élections, un élément qui s'inscrit dans le cadre d'une action de plaidoyer concertée appelée « 100% Hau Prontu » (Je suis prête à 100 %). La campagne a également réussi à faire réformer la loi électorale nationale, si bien que chacun des 442 villages est désormais tenu d'avoir au moins une femme candidate aux élections locales.

Les conseils de village, qui prennent des décisions dont les conséquences sur la vie quotidienne des populations sont importantes, ont toujours été parmi les organes politiques les plus conservateurs au Timor-Leste. En 2016, les femmes ne sont parvenues à occuper que 21 sièges de chefs de village – pourtant, c'était le double du nombre de sièges qu'elles avaient obtenus lors des élections de 2009. Les exemples de villages où une femme a eu le courage de rivaliser seule avec 10 hommes sont nombreux. Les quotas électoraux leur ayant entrouvert la voie, les femmes ont prouvé qu'elles avaient la ténacité et les compétences nécessaires pour l'ouvrir en grand.

Jusqu'en 2016, **Haïti** figurait sur la liste des pays dont le corps législatif ne comporte aucune femme. Cela dit, à la fermeture des bureaux de vote à la fin de l'année, quatre femmes étaient parvenues à sortir de l'impasse et avaient obtenu des sièges dans les deux chambres du Parlement. ONU Femmes a soutenu la réussite de la campagne de ces candidates en les informant sur leurs droits légaux et en dispensant des formations aux autorités électtorales et aux partis politiques sur l'importance du respect des quotas par sexe convenus pour les élections.



**BARBARA GARMA SOARES**

*Barbara Garma Soares et 20 autres femmes ont brisé des barrières discriminatoires de longue date pour être élues en tant que chefs de village au Timor-Leste. Bien que leur nombre soit faible, c'est un record, qui a été possible grâce à des formations spécialisées et à une nouvelle loi exigeant la présentation de femmes candidates aux élections locales.*

## LES LOIS OUVERT DE NOUVEAUX HORIZONS POUR LES FEMMES

La **Moldavie** a franchi un pas de géant vers le renforcement de l'égalité en 2016, lorsque le Parlement a adopté la loi n° 71, qui prévoit l'établissement de quotas par sexe pour les listes des partis politiques et les nominations aux postes ministériels, l'introduction du congé de paternité rémunéré et l'interdiction du sexisme dans les publicités et dans les médias, entre autres avancées. La loi a entraîné des amendements qui ont permis d'introduire des dispositions relatives à l'égalité des sexes dans 15 lois et codes nationaux.

ONU Femmes a vigoureusement défendu la loi et a apporté son expertise technique afin d'élaborer cette loi en accord avec les normes internationalement acceptées sur l'égalité des sexes. Nous avons contribué à rassembler les parlementaires, les groupes de la société civile et d'autres parties afin de pousser à l'adoption de cette loi. Cette coalition est désormais une force motrice dans la mise en œuvre des nouvelles dispositions, mobilisant les parties prenantes autour du fait que le développement futur de la Moldavie – et ses espoirs d'atteindre l'ensemble des 17 objectifs mondiaux – doit passer par l'instauration de l'égalité des sexes.

En **Tunisie**, les parlementaires ont voté « oui » pour que la loi exige des partis politiques qu'ils présentent un nombre égal de femmes et d'hommes candidats aux élections municipales, une première dans le monde arabe. En outre, les partis seront tenus d'alterner les femmes et les hommes candidats sur leurs listes, ce qui empêchera la pratique courante de regrouper les hommes en tête de liste, dans les circonscriptions les plus faciles à remporter. Une coalition de 73 femmes parlementaires représentant toutes les affiliations politiques a soutenu l'adoption du quota par le biais d'un amendement à la loi électorale, galvanisée par ONU Femmes en partenariat avec des groupes de la société civile.



*L'introduction récente du congé de paternité rémunéré en Moldavie, qui fait partie d'une série de dispositions renforcées en faveur de l'égalité des sexes dans les lois et les codes nationaux, est un grand pas en avant vers une plus grande implication des hommes dans les responsabilités des services de soins non rémunérés dans les familles.*

Des sessions de dialogue spéciales ont permis aux parlementaires d'échanger leurs idées et d'élaborer les arguments les plus convaincants en faveur de l'adoption. Ces mesures sont prises à un moment important. Alors que la Tunisie décentralise son gouvernement et octroie plus de pouvoir aux autorités locales, les femmes doivent être à l'avant-garde du leadership dans leurs propres communautés.

### LES PARLEMENTAIRES INSPIRENT UNE RÉGION

Elles sont venues de l'ensemble des **États arabes** – des femmes parlementaires partageant une même détermination à atteindre l'objectif de l'égalité des sexes. Lors d'une

conférence organisée au **Maroc** par le Réseau des femmes parlementaires arabes pour l'égalité, avec l'appui d'ONU Femmes, les législatrices de 20 pays se sont inspirées de leurs expériences partagées. Elles ont préparé un programme commun visant à donner aux femmes davantage de possibilités de participer au façonnement de la politique publique. Leurs voix unies en faveur du changement retentissent dans toute la région, faisant passer le message que le développement, la paix et la démocratie – tous des objectifs du Programme 2030 – ne peuvent pas être atteints sans l'égalité. Elles sont venues de l'ensemble des États arabes – des femmes parlementaires partageant une même détermination à atteindre l'objectif de l'égalité des

sexes. Lors d'une conférence organisée au Maroc par le Réseau des femmes parlementaires arabes pour l'égalité, avec l'appui d'ONU Femmes, les législatrices de 20 pays se sont inspirées de leurs expériences partagées. Elles ont préparé un programme commun visant à donner aux femmes davantage de possibilités de participer au façonnement de la politique publique. Leurs voix unies en faveur du changement retentissent dans toute la région, faisant passer le message que le développement, la paix et la démocratie – tous des objectifs du Programme 2030 – ne peuvent pas être atteints sans l'égalité.



## ABLA AL HAJAIA

« Je suis entrée dans l'histoire lorsque je suis devenue la plus jeune conseillère municipale. »

Abla Al Hajaia, une jeune femme de 28 ans provenant de la ville de Tafila, est la plus jeune conseillère municipale en Jordanie. À présent, elle travaille à l'établissement d'une alliance nationale des jeunes dans le pays. Elle faisait partie d'un groupe de 104 femmes qui ont bénéficié de formations au leadership en 2016, organisées dans le cadre du programme régional « Un bond en avant pour les femmes » d'ONU Femmes. En 2016, 20 femmes députées ont été élues en Jordanie – le plus grand nombre de femmes députées de toute l'histoire du pays – dont sept avaient participé à des initiatives de renforcement des capacités menées par ONU Femmes et par la Commission nationale jordanienne pour les femmes.

Le travail de Mme Al Hajaia incarne l'ODD 5 consacré à l'égalité des sexes, ainsi que sa cible, qui vise à garantir la participation pleine et entière des femmes et l'égalité des chances en matière de leadership à tous les niveaux des prises de décisions.



« Ma sœur, qui est avocate et militante pour les droits des femmes, m'a encouragée à me présenter aux élections locales. Au départ, j'ai hésité ; même si des femmes sont sélectionnées, on attend d'elles qu'elles jouent un rôle accessoire. Cependant, j'avais travaillé pendant des années en tant que bénévole et travailleuse sociale. Je saisisais bien les problèmes réels auxquels ma communauté était confrontée.

Au début, aucun des décideurs impliqués dans le processus électoral n'appréciait qu'une jeune femme pose sa candidature. Chaque fois qu'ils en ont eu l'occasion, ils se sont opposés à moi et m'ont dit que je ne pouvais pas gagner à cause de mon âge et de mon sexe.

J'ai fait du porte-à-porte. Je me suis rendue dans chaque foyer, je me suis présentée et j'ai expliqué pourquoi je serais une bonne candidate. Tout le

monde a été surpris à l'annonce des résultats– j'avais obtenu plus de voix qu'un grand nombre des hommes candidats !

Je suis entrée dans l'histoire lorsque je suis devenue la plus jeune conseillère municipale en Jordanie.

Il y a des réfugiées et réfugiés syriens dans ma ville. Je trouve des moyens de les impliquer dans les interactions locales, afin d'encourager leur engagement et de promouvoir la tolérance et l'acceptation dans la communauté.

Pour moi, la plus haute priorité à l'heure actuelle est d'informer les femmes sur leurs droits légaux essentiels. Nombre d'entre elles n'ont aucune information sur la manière de se protéger ou d'exercer leurs droits. Tout l'avenir d'une femme peut être transformé si cela change. »

# REVENDIQUER DES RÔLES LÉGITIMES DANS L'ÉCONOMIE



LES DÉFENSEUSES ET  
DÉFENSEURS DE  
L'ÉGALITÉ DES SEXES  
ONT INFLUENCÉ LES  
POLITIQUES  
ÉCONOMIQUES  
ET LES STRATÉGIES DE  
RÉDUCTION DE  
LA PAUVRETÉ DANS  
**12 PAYS**

**9 PAYS**  
ONT ADOPTÉ DES CADRES  
POLITIQUES EN FAVEUR DE  
L'AUTONOMISATION  
ÉCONOMIQUE  
DES FEMMES

*Les données portent sur les résultats obtenus en 2016 en collaboration avec les partenaires.*

mondiaux. Quand toutes les femmes peuvent accéder à des emplois rémunérés décents ou devenir chefs d'entreprise, elles améliorent leur propre bien-être. Elles contribuent également à éradiquer la pauvreté et la faim dans le monde, à assurer une croissance économique durable, à tirer profit de l'innovation et à réduire les inégalités. À l'échelle mondiale, les taux de rémunération et d'emploi des femmes sont encore inférieurs à ceux des hommes. Dans leurs foyers, elles assument une part inéquitable et non reconnue des services de soins non rémunérés. ONU Femmes donne aux femmes les moyens de briser les barrières discriminatoires et de revendiquer leurs rôles légitimes et égaux dans une économie inclusive.

Le travail d'ONU Femmes présenté ci-dessous illustre les contributions de notre organisation, notamment aux Objectifs de développement durable s'appliquant à la pauvreté, au changement climatique, à l'égalité des sexes et au travail décent.

## L'AUTONOMISATION PAR LE BIAIS DE L'INNOVATION

Entourées de champs de maïs dans une région rurale du **Rwanda**, des femmes se regroupent en cercle pour consulter leurs téléphones portables. Elles accèdent à des informations qui détermineront le rendement de leurs récoltes – et la viabilité de leurs moyens d'existence. Elles consultent les prévisions météorologiques et les mises à jour des informations sur les marchés pour prendre des décisions essentielles, par exemple quand planter et la quantité d'engrais à utiliser.

Les femmes puisent ces informations sur une plateforme numérique mobile « Buy from Women » (Achetez auprès des femmes), lancée avec le soutien d'ONU Femmes pour deux coopératives de près de 700 agricultrices. Cette plateforme fait partie d'un programme mondial phare sur l'agriculture résiliente face au changement climatique. En reliant les femmes aux marchés globaux et en améliorant la qualité de leur production, la plateforme leur a permis de conclure d'importants contrats de préachat de récoltes, notamment avec des entreprises réputées telles que la Rwanda Grains and Cereals Corporation. Les agricultrices,

dont la plupart n'avaient jusque-là jamais eu accès à de telles opportunités, ont désormais trouvé un moyen durable de sortir de la pauvreté.

La plateforme « Buy from Women » fait partie de plusieurs initiatives novatrices qu'ONU Femmes a lancées en vue d'atteindre les femmes qui vivent dans les zones rurales ainsi que d'autres femmes marginalisées en Afrique. Dans le nord du **Nigéria**, déchiré par une crise, un partenariat avec MasterCard vise à fournir à un demi-million de femmes des cartes d'identité équipées d'un système de paiement électronique. Les cartes permettent aux femmes d'utiliser des services bancaires et d'accéder à des crédits, leur offrant un secours financier dans une région où le conflit a progressivement érodé l'économie et débouché sur des violations généralisées des droits des femmes.

Des femmes d'**Afrique orientale et australe** affluent aux Sharefairs (foires de partage du savoir) organisées par ONU Femmes à Nairobi. Ces événements réunissent des femmes propriétaires d'entreprises et des innovatrices pour échanger des solutions qui pourraient être mises en œuvre à grande échelle dans différents pays.



*Les technologies modernes permettent d'augmenter la productivité de l'agriculture traditionnelle – ainsi que sa rentabilité – pour les femmes au Rwanda. Grâce à leurs téléphones portables, elles peuvent désormais consulter une plateforme numérique qui les relie aux marchés globaux, ce qui leur a permis de décrocher d'importants contrats de préachat de récoltes.*

Après avoir participé à l'événement en 2015, Tebogo Mashego, fondatrice sud-africaine d'une fabrique de métaux, a introduit l'automatisation et de nouvelles pratiques de gestion dans son entreprise. En moins d'une année, elle a enregistré une hausse de production de 40 pour cent. L'un des faits saillants de Sharefair 2016 était le prix des jeunes innovatrices et innovateurs dans l'agriculture. Parmi les lauréats figuraient une entreprise sociale qui transforme les déchets agricoles en conditionneurs de sol pour stimuler la productivité, et une application mobile

qui améliore l'accès aux financements et aux marchés pour les éleveuses et éleveurs de poulets de plein air.

### **PROTECTIONS POUR LES FEMMES MIGRANTES**

Dans l'État mexicain du Chiapas, le taux de pauvreté est élevé. Les femmes qui ont migré depuis d'autres régions d'Amérique centrale ou du Mexique sont parmi les plus défavorisées. Survivant à peine avec des emplois tels que le travail domestique, elles sont extrêmement vulnérables

à l'exploitation. Étant donné que la connaissance des droits humains peut constituer l'une des meilleures protections contre les mauvais traitements, ONU Femmes a travaillé en collaboration avec des organisations de la société civile pour tenir des dizaines de sessions de formation destinées aux migrantes pauvres dans l'ensemble du **Mexique**. Les femmes apprennent où obtenir un soutien et discutent avec les fonctionnaires des gouvernements locaux pour mettre en avant les mesures de protection dont elles ont besoin. L'expérience est valorisante.

## SEPT FACTEURS CONTRIBUTANT À LA TRANSFORMATION DES ÉCONOMIES

Abordant une question au cœur du Programme 2030, le Groupe de haut niveau sur l'autonomisation économique des femmes, organisé par le Secrétaire général des Nations Unies, a lancé en 2017 un appel visant à transformer les économies pour qu'elles répondent aux besoins des femmes.

Dans le rapport intitulé « Ne pas faire de laissés-pour-compte », le Groupe s'est attaqué aux contraintes systémiques qui perpétuent les lacunes en matière d'opportunités économiques pour les femmes. Il a cartographié sept facteurs permettant de combler ces lacunes, ainsi que des recommandations de mesures. Ces facteurs comprennent la lutte contre le partage inéquitable

des services de soins non rémunérés et les normes culturelles néfastes ; l'amélioration de l'accès aux actifs et à la possession d'actifs ; la réforme des lois discriminatoires ; l'amélioration des pratiques d'approvisionnement et d'embauche dans le secteur public, ainsi qu'un changement de culture dans les entreprises ; et une voix collective renforcée.

Le Groupe, qui bénéficie du soutien et de la participation d'ONU Femmes, est codirigé par le président du Costa Rica et par le directeur général d'IKEA Suisse. Les membres du Groupe comprennent des expertes et experts internationaux de l'économie et de l'égalité des sexes.

Teófila Díaz Jiménez, qui a migré à Cancún depuis San Cristóbal dans l'État du Chiapas, n'a que 20 ans, mais la formation lui a redonné l'assurance nécessaire pour organiser d'autres migrantes. Ces femmes sont devenues une voix collective dynamique qui exige de meilleures conditions de travail, une éducation et des soins de santé – des aspects qui sont tous au cœur des objectifs mondiaux.

En ce qui concerne les femmes qui émigrent hors du Mexique, ONU Femmes a assisté le ministère des Affaires étrangères dans l'élaboration d'un protocole consulaire unique en son genre, qui vise à traiter les cas de violence basée sur le genre. En conséquence, tous les consulats du Mexique disposent désormais d'un ensemble de normes et d'outils visant à prévenir et détecter la violence, et à intervenir rapidement, notamment en établissant des liens avec un éventail de services de soutien locaux, allant des

refuges à la résolution des problèmes de visas.

### PROMOUVOIR LES ACHATS AUPRÈS DES FEMMES

Suite à l'adoption par le Kenya d'une loi exigeant que 30 pour cent des contrats d'achat du gouvernement soient conclus avec des entreprises appartenant à des femmes, des jeunes et des personnes handicapées, ONU Femmes a exercé des pressions afin qu'un vaste éventail de nouvelles opportunités soient offertes aux femmes. Les chaînes d'approvisionnement dans le secteur public représentent un riche potentiel pour les entreprises qui vendent une gamme variée de marchandises – depuis des meubles jusqu'à des ordinateurs et des uniformes. Plus de 2 000 femmes entrepreneurs ont appris

à mieux comprendre les exigences en matière d'approvisionnement et à présenter des soumissions qui augmentent leurs chances de remporter les appels d'offres. Des formations ont permis d'informer 1 000 agentes et agents d'approvisionnement locaux et nationaux sur le respect de la loi, dans le cadre d'un engagement national en faveur d'une croissance économique inclusive, en accord avec les objectifs mondiaux.

Au sein du **système des Nations Unies**, ONU Femmes est parvenue à mobiliser le Conseil des chefs de secrétariat, qui couvre 31 organisations des Nations Unies, afin qu'il s'engage à faire une priorité de l'accès des entreprises appartenant à des femmes aux flux d'approvisionnement annuels de plus de 17 milliards de dollars US.



## EDNA VALDEZ

« Les travailleuses immigrées ne connaissent pas leurs droits, et c'est là leur principal problème. »

Edna Valdez, âgée de 58 ans, a été élue présidente de l'organisation Bannuar Ti La Union, qui œuvre pour la protection des droits des migrantes dans la province de La Union aux Philippines, en 2000. Bannuar travaille en étroite collaboration avec le partenaire d'ONU Femmes, le Centre pour le plaidoyer des droits des migrantes et migrants (CMA – Center for Migrant Advocacy), dans le cadre d'un projet sur l'immigration mené aux Philippines, au Mexique et en Moldavie, et financé par l'Union européenne. Mme Valdez travaille au bureau de Bannuar à San Fernando. Elle traite les demandes des migrantes qui s'y présentent, et elle les oriente vers les agences gouvernementales compétentes pour obtenir de l'aide et accéder à divers services. Elle dispense également des formations sur les droits des travailleuses et travailleurs immigrés, les risques du recrutement illégal et de la traite des personnes, ainsi que sur l'accès à divers services.

Son travail contribue à la réalisation de l'ODD 8, qui promeut l'emploi productif et un travail décent pour toutes et tous, et de sa cible consacrée à la protection des droits du travail et à la promotion de lieux de travail sûrs pour tous les travailleurs, notamment les travailleuses immigrées.



« Je me suis rendue à Hong-Kong en tant que travailleuse domestique en 1996. Je travaillais plus d'heures que le nombre stipulé dans mon contrat, et je ne pouvais pas prendre de congés. Quand je me suis plainte, mon employeur m'a dit que je ne pourrais bénéficier de ces avantages qu'au bout de deux ans. Au cours de ma troisième année, alors que je pouvais enfin en bénéficier, ils m'ont renvoyée, car apparemment, leur enfant s'attachait trop à moi.

Peu de temps après, je suis rentrée chez moi dans la province de La Union. J'ai rejoint l'organisation Bannuar Ti La Union (« Héros de La Union ») et j'ai commencé à travailler pour défendre les droits des femmes migrantes.

Les travailleuses immigrées ne connaissent pas leurs droits, et c'est là leur principal problème. Même quand des lois et des services sont en place, elles ne savent pas comment faire valoir leurs droits ou obtenir de l'aide. C'est pourquoi nous faisons constamment pression sur le gouvernement local pour que des guichets consacrés aux migrants soient ins-

tallés dans chaque bureau municipal, en conformité avec la loi nationale, pour permettre aux migrants et à leur famille de pouvoir s'informer et obtenir de l'aide.

Dans le cadre de l'organisation Bannuar, j'ai aidé une femme à qui l'on avait promis un poste de travailleuse domestique à Hong-Kong. Quand elle est arrivée à Hong-Kong, on l'a déshabillée avant de la jeter dans une caisse de chargement – comme un poulet dans une boîte avec des trous pour respirer – et elle a été déportée au Liban pour être exploitée sexuellement. Mais elle a réussi à s'enfuir et l'ambassade a facilité son retour. Bannuar lui a apporté un soutien psychologique et des formations sur les moyens de subsistance. Elle a ainsi pu refaire sa vie.

Avant de partir, les femmes doivent être correctement informées de leurs droits et des risques d'une migration. Celles qui reviennent, surtout celles qui ont été victimes d'abus, ont besoin d'une aide à la réinsertion pour reprendre leur vie en main. Les opportunités économiques ne suffisent pas à elles seules. »

# METTRE FIN À LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES



**24 PAYS**  
ONT RENFORCÉ LEUR  
LÉGISLATION EN VUE  
D'ÉLIMINER  
**LA VIOLENCE**  
À L'ÉGARD DES  
**FEMMES ET DES**  
**FILLES**

**20 PAYS**  
ONT ADOPTÉ DES  
PLANS  
OU DES  
STRATÉGIES À  
L'ÉCHELLE NATIONALE  
DANS CE DOMAINE

*Les données portent sur les résultats obtenus en 2016 en collaboration avec les partenaires.*

La réalisation des ambitions du Programme 2030, qui vise à instaurer des sociétés pacifiques et des villes sûres et durables ainsi qu'à éradiquer la pauvreté, repose sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes – la violation des droits humains la plus répandue dans le monde. Sous ses pires formes, la violence prive les femmes de leur vie. Elle compromet leur capacité à travailler, à obtenir une éducation et à bénéficier d'une bonne santé et de leur bien-être, entre autres droits humains. L'éradication de la violence nécessite d'orienter les lois et les services de façon à ce qu'ils protègent et soutiennent les survivantes et survivants. Il est également important de prévenir la violence en s'attaquant à ses causes profondes. Et les personnes issues de tous milieux – hommes et femmes – doivent se mobiliser pour dire non à la violence.

Le travail d'ONU Femmes présenté ci-dessous illustre les contributions, notamment aux Objectifs de développement durable s'appliquant à l'égalité des sexes, à des sociétés pacifiques et inclusives et à des villes sûres.

## SOUTENIR LE REDRESSEMENT PAR LE BIAIS DE SERVICES

Aux îles **Fidji**, l'établissement d'un système national d'orientation vers la prestation de services pour les cas de violence basée sur le genre a long-temps fait l'objet de discussions, mais il a fallu une intervention face à une catastrophe naturelle pour faire avancer son élaboration. Avec le soutien d'ONU Femmes, le ministère fidjien de la Femme, de l'Enfant et de la Lutte contre la pauvreté a élaboré le premier véritable protocole national pour répondre aux cas de violence basée sur le genre. Il expose les principes directeurs et décrit les rôles et les responsabilités des prestataires de santé, de services sociaux, de police, de refuges et de justice légale. Le protocole est aligné sur l'enveloppe globale de services essentiels qui a été élaborée conjointement par ONU Femmes et par quatre autres entités des Nations Unies.

La nouvelle approche est née des ravages causés par le cyclone tropical Winston, 40 000 personnes nécessi-

tant une assistance immédiate. Trois semaines après le lancement de l'intervention d'urgence, un système national d'orientation soutenu par ONU Femmes a été mis en place afin que les premières intervenantes et intervenants et les membres des communautés soient informés des services à la disposition des femmes et des filles et de la procédure à suivre pour orienter les différents cas. ONU Femmes a diffusé à 20 000 femmes et filles des informations sur les soins vitaux en cas de violence, et elle a relié 13 000 femmes et filles qui avaient subi des violences ou qui risquaient d'en subir à des services de soutien essentiels. Les efforts déployés comprenaient des activités spéciales de sensibilisation ciblant près de 400 femmes en situation de handicap.

De par le monde, du fait des lacunes dans les services de protection, les femmes qui cherchent un refuge pour se protéger contre la violence risquent de ne jamais en trouver. Dans la région d'Oromia, le plus grand État d'**Éthiopie**, ONU Femmes a répondu à un besoin urgent et a montré la voie

à suivre en établissant un refuge de 50 lits, actuellement le plus grand du pays. Plusieurs centaines de femmes et d'enfants ont sollicité une aide auprès d'un éventail complet de services d'hébergement, d'alimentation, de soins médicaux, de conseils juridiques, de soutien psychologique et de formation professionnelle.

Le refuge fait partie des efforts d'ONU Femmes pour contribuer à éliminer la violence basée sur le genre en Éthiopie. Dans la région d'Amhara, plus de 300 leaders religieux ont bénéficié d'une formation qui leur a permis de travailler avec leurs communautés pour prévenir près de 500 mariages d'enfants. Un partenariat avec l'organisme central de la statistique a débouché sur le premier engagement à enregistrer les données sur la violence une fois tous les cinq ans – une contribution à l'amélioration des évaluations dans ce domaine, qui fait partie des objectifs mondiaux. Ceci devrait permettre de disposer d'éléments factuels très utiles pour bâtir plus de refuges et, point tout aussi important, pour mobiliser l'action afin de prévenir la violence en général.

## **S'ENGAGER À MIEUX SÉCURISER LES CAMPUS**

Le monde compte actuellement la plus grande population de jeunes jamais enregistrée, et les universités peuvent apporter une contribution essentielle à l'éradication de la violence à l'égard des femmes, aujourd'hui et à l'avenir. Au **Bangladesh**, ONU Femmes a travaillé en collaboration avec quatre universités en vue d'établir et d'étendre des mécanismes dans les campus pour prévenir la violence et soutenir les survivantes, en s'appuyant sur une série de procédures opérationnelles standard. Des comités de prévention du harcèlement



*L'expansion des mesures de lutte contre la violence à l'égard des femmes aux îles Fidji, y compris le premier protocole national d'intervention face aux cas de violence, a résulté de l'intervention déployée après une catastrophe naturelle. Les commerçantes sur les marchés affichent leur soutien en décorant leurs stands en orange et en portant des vêtements orange, pour symboliser un avenir meilleur sans violence.*

sexuel administrent désormais des lignes d'assistance téléphonique dédiées, entre autres formes d'aide, et disposent de procédures clairement définies pour les enquêtes et l'orientation vers les organes de direction des universités et les instances d'application des lois. Les étudiantes, les étudiants et le personnel enseignant ont uni leurs forces en soutien aux campagnes menées sur les campus dans le but de prévenir le harcèlement et d'autres formes de violence, en faisant appel au théâtre, à la musique, à l'art et au sport pour informer et influencer 20 000 personnes. Leurs efforts ont permis de briser le silence sur un sujet qui jusque-là avait été rarement reconnu au Bangladesh.

La lutte contre la violence sur les campus est également une haute

priorité immédiate des engagements transformationnels pris par 10 universités internationales éminentes dans huit pays, qu'ONU Femmes a révélés dans le tout premier rapport de l'initiative « HeForShe IMPACT 10x10x10 », consacré à la parité dans les universités. L'université d'Oxford fera des ateliers sur le consentement sexuel un élément obligatoire de l'orientation des étudiants de premier cycle et remettra en cause le harcèlement dans le sport. L'université de São Paulo élaborera des programmes de prévention de la violence que les étudiantes et les étudiants seront tenus de suivre depuis leur premier jour sur le campus jusqu'à l'obtention de leur diplôme.

## CALCULER LE COÛT DES INTERVENTIONS

Les interventions menées face à la violence basée sur le genre sont souvent compromises du fait que les services requis et les coûts ne sont pas appréciés comme il se doit. Pour combler les lacunes d'informations en Asie, ONU Femmes a soutenu une série d'études majeures qui ont calculé le coût de la prestation de services essentiels aux femmes qui connaissent des violences, par exemple un soutien psychologique, des soins de santé, des interventions de la police et du système judiciaire, des refuges et des aides d'urgence.

Couvrant l'**Indonésie**, la **République démocratique populaire lao**, le **Ti-**

**mor-Leste** et le **Viet Nam**, les études ont présenté un ensemble d'éléments factuels multipays unique en son genre en Asie. Par exemple, elles ont montré que la prestation de services de soutien complets ne coûterait que 0,25 pour cent du produit intérieur brut de la République démocratique populaire lao – une fraction du coût de la violence basée sur le genre. Les résultats de ces études ont déjà permis de doubler le budget municipal consacré à de tels services à Jakarta. Les fonds contribueront à combler les lacunes dans les services et à améliorer la qualité et le professionnalisme des prestataires, notamment en recrutant des psychologues, des avocates et des avocats, et en proposant des thérapies individuelles et de groupe.

## GARANTIR UNE PROTECTION JURIDIQUE

Dans chaque pays, l'une des mesures fondamentales consiste à criminaliser la violence basée sur le genre. En 2016, pour la première fois de son histoire, le **Paraguay** a adopté une loi offrant une protection complète contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes. ONU Femmes a promu la mesure et a fourni son expertise afin de conformer pleinement la loi avec les normes internationales sur les droits humains. Les campagnes de mobilisation et d'information de la société civile ont suscité un vaste soutien du public, ce qui a finalement convaincu les législatrices et législateurs de voter en faveur de l'adoption de la loi historique.



*Les étudiantes et étudiants de l'Université des sciences et des technologies de Shahjalal au Bangladesh font partie d'un mouvement de jeunes militantes et militants qui appellent à l'instauration de campus sans violence à l'égard des femmes et des filles.*



## ASSÉTOU TOURÉ

« Nous avons l'obligation d'agir, d'assurer à chaque fille une vie digne et épanouie. »

**Survivante de mutilations génitales féminines, Assétou Touré, une Malienne de 49 ans, a consacré la plupart de sa vie à la lutte contre cette pratique néfaste. Depuis 2011, ONU Femmes appuie ces efforts.**

**Le travail accompli par Mme Touré à Kita est en lien avec les Objectifs de développement durable, qui ont pour but de parvenir à l'égalité des sexes, et notamment avec l'une des cibles de l'ODD 5, qui est l'élimination de toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et les mutilations génitales féminines.**



« J'avais 6 ans quand j'ai été excisée. Mes traumatismes les plus profonds restent les souvenirs de

ma sœur aînée, qui n'a pas eu les mêmes chances que moi et a subi de très graves préjudices. Elle a failli mourir... Ces cicatrices dureront toute notre vie. Nous constatons dans nos sociétés que plus de 80 pour cent des filles subissent le couteau.

Il y a vingt ans, j'ai décidé de devenir animatrice-formatrice et de lutter contre la violence basée sur le genre. Mon combat, tout d'abord, était celui de sauver mes propres filles. J'ai quatre filles, dont la plus grande a 27 ans et la plus jeune 19, et aucune d'elles n'a été excisée. Cela n'a pas été facile pour mon mari, mais il a écouté mes arguments et a été convaincu par mes témoignages et nos expériences personnelles.

Nous avons l'obligation d'agir, d'assurer à chaque fille une vie digne et épanouie. J'aime mon travail. Je n'ai ni honte ni peur. Il s'agit de sauver des vies et de préserver la dignité d'autrui.

J'ai pu sauver des milliers de vies en demandant aux femmes et aux hommes de signer des pactes et de prononcer des serments formels. Celles-ci et ceux-ci doivent s'engager à ne pas commettre ou être témoins silencieux de mutilations génitales féminines (MGF). En moyenne, j'arrive ainsi à faire signer au moins 100 personnes par mois.

En plus de ces pactes, j'ai aussi pu convaincre deux grandes exciseuses de la zone de Kita, une région du Mali connue pour avoir un des taux les plus élevés de MGF, de déposer le couteau. »

## ASPIRER À LA PAIX ET À LA JUSTICE



**70 %**  
DES ACCORDS DE  
**PAIX SOUTENUS**  
PAR LES NATIONS UNIES  
CONTENAIENT DES DISPOSITIONS  
PRÉVOYANT L'AMÉLIORATION DE  
**LA SÉCURITÉ**  
ET DE LA CONDITION DES  
**FEMMES ET DES**  
**FILLES**

**14 MILLIONS DE DOLLARS US**  
DU FONDS POUR LA  
CONSOLIDATION DE LA PAIX ONT  
**DIRECTEMENT BÉNÉFICIÉ**  
**AUX FEMMES ET AUX**  
**FILLES**  
DANS DES PAYS EN SITUATION  
DE CONFLIT ET DE POST-CONFLIT,  
DÉPASSANT DE 5 % SA  
CIBLE DE 15 %.

*Les données portent sur les résultats obtenus en 2016 en collaboration avec les partenaires.*

**Le Programme 2030 aspire à des sociétés pacifiques, justes et inclusives pour sous-tendre le développement durable. De par le monde, les femmes dirigent des mouvements en faveur de la paix et réconcilient des communautés divisées. Elles préviennent l'éruption de conflits, un impératif croissant dans un monde en proie à l'extrémisme violent. Elles sont également très vulnérables face aux violations de leurs droits, notamment le viol en tant qu'arme de guerre.**

**Le travail d'ONU Femmes présenté ci-dessous illustre les contributions de notre organisation, notamment aux Objectifs de développement durable s'appliquant à l'égalité des sexes, à la paix, la justice et aux partenariats.**

### PRÉVENIR LA TERREUR ET INTERVENIR POUR Y FAIRE FACE

Après avoir été capturée et violée à plusieurs reprises par les terroristes de Boko Haram, Zeingo (ce n'est pas son véritable nom), une adolescente de 17 ans, est tombée enceinte, portant un enfant qu'elle n'avait jamais désiré. Elle a survécu et a échappé à ses bourreaux, mais le traumatisme du calvaire qu'elle a vécu est très profond. Jusqu'à ce que sa mère l'emmène dans un centre de cohésion sociale d'ONU Femmes, situé dans un camp de personnes déplacées dans la région de Diffa au **Niger**, elle ne pouvait ni manger, ni dormir, ni discuter avec d'autres personnes en raison de la honte qu'elle éprouvait par rapport à sa grossesse. Grâce aux soins de santé spécialisés et au soutien psychosocial dont elle a bénéficié dans le centre, elle entame progressivement la longue route vers son rétablissement. Les progrès que réalise Zeingo sont modestes, mais ils sont importants. De brèves conversations avec d'autres femmes au centre. L'inscription à un programme de développement de compétences pour garder le cap sur l'avenir. Peu à peu, l'horreur fait place à l'espoir.

La terreur semée par la secte extrémiste de Boko Haram a débuté au Nigéria, mais s'est ensuite répandue dans tout le bassin du lac Tchad. La région de Diffa au Niger abrite aujourd'hui plus de

300 000 personnes qui ont fui leur foyer suite aux pillages, aux massacres, aux enlèvements et aux viols. Les centres de cohésion sociale établis par ONU Femmes sont une véritable bouée de sauvetage pour 3 700 femmes et jeunes qui, comme Zeingo, ont besoin d'un vaste ensemble de services après ces épreuves. D'autres aides ont contribué à améliorer les services de santé et les capacités de la police dans l'ensemble de la région afin de répondre aux besoins spécifiques des survivantes et survivants.

L'extrémisme violent s'étend de plus en plus, depuis la région du Sahel en Afrique, en passant par l'Afrique du Nord et les États arabes, jusqu'à certains pays d'Asie. Le programme mené au Niger n'est qu'un élément des efforts croissants d'ONU Femmes pour attirer l'attention mondiale sur le genre en tant que dimension essentielle de la prévention de la violence extrémiste et des interventions pour y faire face.

Fort de plus de 15 années d'expérience au cours desquelles il est parvenu à placer les femmes au centre des préoccupations en matière de paix et de sécurité, un programme mondial mis en œuvre dans 27 pays rassemble actuellement des éléments factuels novateurs permettant de définir les impacts du terrorisme sur les femmes, qui comprennent un vaste éventail de crimes sexuels et basés sur le genre, ainsi



*Suite à l'extrémisme violent perpétré par Boko Haram, cette femme et son enfant se sont retrouvés dans un camp de réfugiés au Nigéria. Les centres conçus pour les femmes dans les camps proposent des services qui répondent à leurs besoins.*

que des éléments moins visibles tels que les stratégies de recrutement qui ciblent les femmes. D'autres initiatives promeuvent l'intégration du genre dans la politique de lutte contre le terrorisme et aident les femmes à prendre la tête des efforts de prévention, notamment en identifiant les signes d'alerte précoce et en y répondant.

## RENDRE JUSTICE AUX SURVIVANTES

Les expertes et experts déployés par ONU Femmes et l'organisation Justice Rapid Response se tiennent prêts à soutenir les pays lorsque ceux-ci sollicitent une assistance dans les cas de violence sexuelle et basée sur le genre liés à un conflit. Un vivier de 200 expertes et experts fournit une expertise considérable sur des sujets tels que l'engagement de poursuites judiciaires, le soutien psychosocial et les sciences médico-légales. En 2016, 19 expertes et experts ont appuyé des enquêtes dans le monde entier, dont certaines ont contribué à des précédents juridiques majeurs.

Une experte a travaillé avec des procureures et procureurs nationaux au **Guatemala** sur l'affaire Sepur Zarco. Ce travail a débouché sur la condamnation de deux anciens chefs militaires à un total de 360 années de prison pour les crimes qu'ils ont perpétrés, dont le viol et l'esclavage sexuel de femmes de la communauté autochtone Q'eqchi. Sepur Zarco a été la première affaire de violence sexuelle liée à un conflit et jugée en vertu du code pénal du Guatemala. C'était la première fois au monde qu'un tribunal national considérait l'esclavage sexuel tel qu'il est défini dans le droit international. Non seulement chacune des survivantes recevra une compensation monétaire, mais le gouvernement, en vue de traiter les causes profondes des violations des droits humains perpétrées à l'encontre du peuple Q'eqchi, qui est très marginalisé, sera également tenu d'améliorer les services de santé et d'éducation pour

les femmes, les filles et l'ensemble de la communauté, de lancer des projets de développement local et de rouvrir un processus de restitution foncière.

Une autre experte du vivier a soutenu les juges dans un tribunal spécial créé par l'Union africaine afin de juger l'ancien dictateur tchadien Hissène Habré. Le tribunal a condamné M. Habré pour des actes de violence sexuelle, y compris l'esclavage sexuel. Il s'agit de la première utilisation de la compétence universelle en Afrique, qui permet aux États ou aux organisations internationales de revendiquer une compétence pénale, quels que soient le lieu où un crime a été commis ou la nationalité de l'accusé.

On ne saura jamais combien de personnes ont été violées à la fin des années 1990, lors du conflit qui a sévi au **Kosovo** (voir la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies). Mais après dix années de plaidoyer, une nouvelle loi autorise les survivantes de violences sexuelles liées à un conflit à s'enregistrer en tant que victimes civiles de la guerre, et à revendiquer leurs droits et des réparations sous forme d'allocations mensuelles. ONU Femmes a soutenu un processus qui a réuni les organisations de la société civile et des figures politiques de haut

niveau pour formuler la loi. Elle place le Kosovo parmi les pays où des réparations sont prévues, ces derniers étant peu nombreux malgré l'omniprésence de la violence sexuelle liée à des conflits armés à l'échelle mondiale.

## FINANCEMENTS POUR LES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE

La résolution des problèmes complexes en matière de paix et de sécurité et l'instauration d'une paix durable doivent passer par des investissements considérables, y compris des ressources suffisantes pour les femmes et l'égalité des sexes. Lancé en 2016, l'Instrument mondial d'accélération de l'action en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité et de l'aide humanitaire a mobilisé 6,7 millions de dollars US. ONU Femmes sert de secrétariat pour le fonds, qui regroupe les ressources provenant d'une multitude de donateurs. Une part substantielle du fonds soutient le travail essentiel – mais mal reconnu – qu'accomplissent les organisations de femmes de la société civile en première ligne des activités de prévention et de résolution des conflits, ainsi que dans le cadre des phases de redressement.



*Les femmes en appellent à la justice dans l'affaire Sepur Zarco. Premier de ce type au Guatemala, ce procès a envoyé deux anciens dirigeants militaires en prison pour viol et esclavage sexuel, et les survivantes se sont vu accorder une compensation monétaire.*





## DEBORA BARROS FINCE

« Les femmes doivent pouvoir s'exprimer et voter, dans le cadre du processus de paix comme à la maison. »

**Debora Barros Fince est une militante autochtone Wayúu, défenseuse des droits humains et avocate, originaire de la communauté de Bahía Portete au nord de la péninsule de la Guajira en Colombie. En décembre 2015, elle s'est rendue à La Havane, à Cuba, en tant que membre d'une « délégation de victimes » pour partager son point de vue dans le cadre du processus de paix. Cette délégation, composée de survivantes et de survivants de différentes régions et ethnies, a lancé un appel sans équivoque en faveur de la paix et de la réconciliation.**

**L'histoire de Debora Barros Fince est liée à l'Objectif de développement durable n° 16, qui vise à promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives, assurer l'accès de toutes et tous à la justice et mettre en place à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes.**



« J'étais une personne pleine de rêves. Après l'obtention de mon diplôme de droit en 2003, je voulais aider mes parents, mes frères et ma communauté. En 2004, des paramilitaires sont arrivés et ont massacré notre communauté à Villa Portete. Nous ne savions même pas ce que signifiait le mot « paramilitaires ». Nous ne comprenions pas pourquoi nos familles se faisaient exterminer. J'ai survécu au massacre et je suis devenue la porte-parole de ma communauté.

Pendant toute la durée du conflit colombien, nous, les femmes, avons été les plus durement touchées, mais notre lutte et notre résistance n'ont pas été reconnues. Nous avons été abusées sexuellement, tuées, exploitées et privées de nos droits à l'égalité.

Les Colombiennes sont aussi des actrices de la paix. Conciliantes de nature, nous cherchons des moyens de nous engager et de trouver des solutions. Mon dépla-

cement à La Havane pour témoigner a été un moment de grande importance, non seulement pour moi, mais pour la communauté tout entière. En tant que victimes [du conflit], nous partageons toutes et tous la même douleur, quel que soit notre agresseur.

Nous avons travaillé ensemble en tant que groupe. Nous n'avons pris aucune décision individuellement. En cas de désaccord sur un sujet, nous discutons jusqu'à trouver un terrain d'entente. Nous voulions un processus de paix qui tienne compte des victimes.

Lorsqu'on aspire à une paix durable, il faut investir dans le développement social, l'éducation, la santé, le logement et l'accès à l'eau. Et les femmes doivent pouvoir jouer le rôle qu'elles méritent. Nos luttes et nos sacrifices doivent être reconnus, et nous devons pouvoir participer pleinement. Les femmes doivent pouvoir s'exprimer et voter, dans le cadre du processus de paix comme à la maison. »

## COMBLER LE FOSSÉ ENTRE L'AIDE HUMANITAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT



PLUS DE  
**125 000 FEMMES  
ET FILLES**  
ONT PARTICIPÉ AUX  
**ACTIVITÉS  
HUMANITAIRES**

**66 ESPACES SÛRS  
ET  
38 CENTRES  
POLYVALENTS ONT  
ÉTÉ GÉRÉS**

**263 ORGANISATIONS  
DE FEMMES  
ONT SOUTENU LES  
INTERVENTIONS  
HUMANITAIRES  
ET LE RENFORCEMENT DE  
LA RÉSILIENCE**

*Les données portent sur les résultats obtenus en 2016 en collaboration avec les partenaires.*

Une tempête, un tremblement de terre, un conflit – les crises perturbent les vies et entravent le développement, freinant les progrès dans la réalisation des objectifs mondiaux. Sans le secours de l'aide humanitaire, les populations risquent de sombrer davantage dans la pauvreté, de souffrir de problèmes de santé, et de perdre leur foyer ainsi que les moyens essentiels à leur subsistance. Les risques pour les femmes peuvent être encore plus importants. Généralement, elles disposent de moins de ressources pour survivre et reconstruire, et elles sont exposées aux menaces exacerbées de la violence sexuelle. Pourtant, lorsqu'on leur en donne les moyens, ce sont les femmes qui ouvrent la voie vers le redressement. ONU Femmes est à la tête d'un mouvement mondial visant à placer les femmes et l'égalité des sexes au centre de l'action humanitaire, notamment par la mise en œuvre de programmes qui ont bénéficié à 120 000 femmes en 2016.

Le travail d'ONU Femmes présenté ci-dessous illustre les contributions de notre organisation, notamment aux Objectifs de développement durable s'appliquant à la pauvreté, à l'égalité des sexes et à l'inclusion.

### RENFORCER LA RÉSILIENCE FACE À UN CONFLIT

Zainab se souvient qu'à son arrivée au Liban, elle avait l'impression d'être une mendiante, car elle avait des difficultés à joindre les deux bouts. Elle passait ses journées à se souvenir avec nostalgie de son foyer en Syrie. Mais sa vie là-bas avait été détruite par le conflit et le drame de la perte d'un de ses quatre fils, abattu par un tireur d'élite.

Sur les conseils d'une voisine, Zainab a trouvé un centre soutenu par ONU Femmes dans le quartier Tarik El Jdideh à Beyrouth. Le centre accueille des réfugiées syriennes et des Libanaises en situation vulnérable. Faisant partie d'un groupe de cinq centres au Liban, il dispense des formations professionnelles pour aider les femmes à gagner leur vie. Zainab a choisi d'apprendre la coiffure et le maquillage.

À présent, elle propose ses services aux clientes chez elle et à temps partiel dans un salon local. « J'ai meilleur moral, dit-elle. On ne peut pas oublier toute sa tristesse, mais il faut essayer d'en atténuer les effets. La vie poursuit son cours. »

Ces cinq dernières années, le Liban a absorbé 1,5 million de personnes fuyant la crise syrienne. L'impact a été dévastateur pour les réfugiés, mais il exerce également une pression sur les communautés d'accueil au Liban, dont certaines sont confrontées à des problèmes d'extrême pauvreté. Les centres communautaires offrent un répit – un lieu où les réfugiées et les femmes des communautés d'accueil se réunissent et font connaissance, renforçant ainsi la confiance et la compréhension.

Plus de 2 000 femmes ont saisi l'opportunité de suivre des formations professionnelles, qui mettent l'accent sur des emplois recher-



**ZAYNAB LAQQAT**

*Zainab (à droite) a fui la Syrie avec sa famille pour se rendre à Beyrouth. Initialement dans une situation désespérée, elle a trouvé une solution grâce à un programme de formation soutenu par ONU Femmes, qui lui a donné les compétences nécessaires pour travailler dans un salon de beauté.*

chés et des opportunités dans les petites entreprises agricoles. Des partenariats avec des entreprises privées ont permis à plusieurs centaines de femmes de trouver un emploi, et d'autres ont fondé de petites entreprises. Les centres informent également les femmes sur leurs droits et sur la manière de se protéger contre la violence basée sur le genre. Pour les Syriennes, leur foyer est encore bien loin, et le mal du pays ne s'évanouit jamais complètement. Mais avec un soutien et de nouvelles compétences, elles deviennent plus

résilientes face aux chocs qu'elles ont endurés.

ONU Femmes entreprend un travail similaire au **Cameroun**, où se réfugient des populations fuyant le conflit qui sévit en République centrafricaine ainsi que la terreur que sème Boko Haram au Cameroun même et chez son voisin le Nigéria. Grâce à des centres spéciaux destinés aux femmes réfugiées ou déplacées à l'intérieur

de leur propre pays, ONU Femmes a apporté un soutien psychosocial et une protection contre la violence basée sur le genre à 1 000 femmes. Les formations à la création d'entreprises et les petites subventions ont permis d'établir des entreprises de transformation des aliments, de fabrication de savons, de couture et d'autres, y compris chez les femmes pauvres qui vivent dans les communautés d'accueil autour des camps de réfugiés. Les

mesures de sensibilisation des communautés ont touché plus de 47 000 personnes, les informant sur les risques de la violence basée sur le genre et la manière d'y répondre lorsqu'elle survient, ce qui a entraîné une baisse des taux de mariages précoces.

Dans le conflit brutal qui sévit à Mossoul en **Irak**, ONU Femmes a distribué des kits de première nécessité à près de 27 000 personnes, principalement des femmes déplacées. Un centre d'écoute offre un espace aux femmes pour exprimer leurs besoins tout en proposant également des services d'assistance juridique et de protection aux survivantes de violences sexuelles liées à un conflit. Dans les régions irakiennes qui ont été libérées de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), 1 300 femmes se sont lancées sur la voie du rétablissement avec l'aide d'ONU Femmes,

par le biais d'initiatives de travail contre rémunération et d'emplois d'urgence, de formations professionnelles et de subventions à la création de petites entreprises.

### ACCÉLÉRER LE REDRESSEMENT SUITE À UNE CATASTROPHE

Les catastrophes peuvent offrir des moyens de remettre en cause les normes de genre traditionnelles. Les femmes se révèlent souvent en tant que dirigeantes communautaires, ralliant leurs voisins et voisins. Elles peuvent assumer des rôles traditionnellement assumés par des hommes pour nettoyer les débris ou reconstruire, comme cela a été le cas après le puissant séisme qui a démolé des maisons et des édifices en **Équateur** en 2016. Par le biais d'un programme travail contre rémunération, des femmes ont suivi des formations à la maçonnerie et à la construction dispensées par ONU Femmes et, rapidement, elles ont reconstruit un centre

de réhabilitation sociale et une série de centres communautaires. Par exemple, Lucas Melo, une femme de trente-cinq ans, est maintenant très à l'aise dans son casque et ses bottes de protection. Avant la crise, elle n'avait jamais travaillé en dehors de son foyer. À présent, sa famille dépend de ses revenus.

En **Haïti**, un programme travail contre rémunération mis en place au lendemain de l'ouragan Matthew a permis de mobiliser près de 1 700 femmes pour la restauration des infrastructures et le nettoyage des débris. Deux espaces pour les femmes ont profité à 15 000 femmes et filles affectées par la crise, en leur proposant des services ciblés, dont l'accès à des informations vitales concernant la violence basée sur le genre et les services d'orientation, ainsi que des formations professionnelles.



*Au Cameroun, les centres pour les femmes qui fuient les conflits proposent une assistance psychosociale et une protection contre la violence basée sur le genre. Les formations commerciales permettent de rétablir les moyens d'existence et l'éducation des adultes promeut l'intégration sociale.*

# LENCHE ZDRAVKIN

« J'ai vu ce que c'est de ne rien avoir du tout. »

Lenche Zdravkin est renommée dans l'ex-République yougoslave de Macédoine pour le travail qu'elle accomplit avec les personnes réfugiées. Sa maison à Veles se trouve juste de l'autre côté de la voie ferrée que des milliers de personnes réfugiées ont traversée au début de la crise, tentant de trouver refuge en Europe. Mme Zdravkin aide les personnes réfugiées et migrantes lorsqu'elles s'arrêtent chez elle à côté de la voie ferrée, en leur donnant à manger, de l'eau, des vêtements et d'autres articles essentiels. Elle rend également visite aux personnes réfugiées dans les centres de transit de Tabanovce et de Vinojug, où ONU Femmes offre un soutien aux femmes et aux filles par le biais de ses partenaires locaux. Elle collecte et offre des dons en soutien aux personnes réfugiées.

Son travail est directement lié à l'ODD 16, qui porte sur la promotion de sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable. Il contribue également à la cible sur la facilitation d'une migration sûre des personnes, dans le cadre de l'ODD 10.



« Il ne m'a fallu que deux jours pour réaliser de qui il s'agissait

et pourquoi elles et ils longeaient la voie ferrée à côté de chez moi. J'ai commencé à préparer du thé, à faire cuire des œufs et à acheter des fruits pour les leur donner. Mais il y avait de plus en plus de personnes réfugiées – certains jours, j'en accueillais jusqu'à 300 ou 400 – alors j'ai commencé à faire du pain. Physiquement, c'était difficile, jusqu'à ce que mon mari m'achète un pétrin mécanique.

Je les attendais assise dans mon jardin. Parfois, j'allais au lit à 21 h, je dormais jusqu'à minuit, puis je me rasseyais dehors pour les attendre.

Ferdi, venu de Syrie, est passé par là l'an dernier. Il faisait plus de 1,80 m. Quand je l'ai vu sur la voie ferrée, il portait des chaussons en plastique de taille 40, bien trop petits pour ses pieds.

J'ai pensé ses blessures et je lui ai fait du café.

Ferdi avait laissé sa femme et ses deux enfants en Turquie, dans l'espoir d'aller jusqu'en Hollande et de les y faire venir. Quand il est arrivé en Hollande, nous avons gardé le contact. S'il n'avait pas de nouvelles de nous pendant quelques jours, ça le déprimait.

En avril, nous avons acheté les billets de sa femme et de ses enfants pour qu'ils le rejoignent en Hollande. Quand nous le lui avons dit, il ne parvenait pas à y croire. Il a dit : « Si elle vient, je me marierai avec elle une deuxième fois, et tu seras ma marraine. »

Ma vie est devenue plus simple depuis la crise. Je ne me soucie plus des petits détails de la vie comme auparavant... par exemple, quel détergent acheter... J'ai vu ce que c'est de ne rien avoir du tout. J'ai vu des enfants marcher sur des pierres, affamés. C'est un changement complet de perspective. »

## PLANIFIER ET BUDGÉTISER EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION ET DE L'ÉGALITÉ



**28 PAYS**  
ONT AUGMENTÉ LES  
ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES  
EN FAVEUR DE  
**L'ÉGALITÉ DES  
SEXES**

DANS  
**26 PAYS,**  
LES FONCTIONNAIRES  
DES ORGANES NATIONAUX DE  
COORDINATION DE LA  
**LUTTE CONTRE LE SIDA**  
ONT AUGMENTÉ LEURS  
CAPACITÉS EN MATIÈRE  
**D'INTÉGRATION DES  
QUESTIONS DE GENRE**

*Les données portent sur les résultats obtenus en 2016 en collaboration avec les partenaires.*

Les plans et les budgets publics reflètent les priorités nationales d'un pays. Lorsqu'ils tiennent compte du genre, ils peuvent être conçus pour éliminer la discrimination. Les budgets et les plans qui répondent aussi bien aux besoins des femmes qu'à ceux des hommes peuvent contribuer à l'accomplissement de progrès dans tous les Objectifs de développement durable, en soutenant la réalisation de la promesse de ne laisser personne pour compte. Par exemple, ils peuvent cibler les ressources pour fournir des services de santé de qualité à toutes les femmes ou investir dans les infrastructures afin que les femmes des bidonvilles échappent à la pauvreté – entre autres nombreux problèmes.

Ayant ouvert la voie vers la planification et la budgétisation selon le genre dans le monde entier, ONU Femmes se fait la championne de l'intégration de l'égalité des sexes dans les plans nationaux afin d'atteindre les objectifs mondiaux. Les activités ci-dessous illustrent quelques-unes des nombreuses contributions d'ONU Femmes.

### UN DÉMARRAGE RAPIDE DE LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS MONDIAUX

Au cours de la première année du Programme 2030, ONU Femmes avait déjà aidé plus de 80 gouvernements à faire de l'égalité des sexes un sujet central dans leurs plans et leurs budgets consacrés à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable. Au **Kosovo** (en vertu de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies), nous avons soutenu l'harmonisation de la Stratégie nationale de développement 2016-2021 avec les cibles et les indicateurs des objectifs relatifs à l'égalité des sexes, couvrant des questions telles que la réforme foncière et l'expansion des services de santé aux femmes occupant des emplois informels. Un dialogue national majeur a réuni les dirigeantes et dirigeants du gouvernement, d'entreprises, d'universités, de la société civile et d'organisations internationales pour cartographier les principales priorités, dont trois ont été convenues : l'égalité des sexes, la protection de l'environnement et les emplois pour les jeunes. Afin d'établir un lien entre le processus

politique et la sensibilisation du public, ONU Femmes a ensuite coordonné 45 événements qui ont touché 20 000 personnes avec des messages portant sur les objectifs mondiaux.

### IMPLIQUER LES FEMMES VIVANT AVEC LE VIH/SIDA

Dans 10 pays, ONU Femmes a collaboré avec la Communauté internationale des femmes vivant avec le VIH/sida pour proposer une série d'ateliers qui forment les femmes à la promotion de l'intégration de leurs perspectives dans la formulation des politiques afin d'adapter le Programme 2030 aux conditions locales. En **Ukraine**, ce processus a conduit un réseau national de femmes vivant avec le VIH à mener le tout premier forum sur l'égalité des sexes et sur le VIH/sida dans le pays. Avec le soutien d'ONU Femmes, le forum a attiré des femmes de toutes les régions d'Ukraine ainsi que d'autres pays d'Europe et d'Asie centrale, et il a débouché sur un accord concernant une stratégie de plaidoyer commune en faveur de la poursuite de l'engage-



ment à la mise en œuvre des objectifs mondiaux.

Aujourd'hui, le réseau en Ukraine plaide régulièrement en faveur de stratégies nationales et locales visant à garantir la participation des femmes aux conseils locaux sur le sida, à renforcer les mesures de prévention chez les femmes et les filles, et à fournir des services de conseils sur le VIH/sida ainsi que des services de dépistage du virus dans le cadre des interventions face à la violence basée sur le genre. Olena Stryzhak, qui dirige l'organisation non gouvernementale ukrainienne « Positive Women », affirme que, lorsque des femmes vivent avec le VIH assument de nouveaux rôles en tant qu'agentes du changement, « cela contribue considérablement au

principe du Programme 2030 visant à ne pas faire de laissés-pour-compte ».

## LES BUDGETS STIMULENT L'AUTONOMISATION

En **Asie et dans le Pacifique**, ONU Femmes a réuni des fonctionnaires de 15 pays pour leur donner des informations sur la planification et la budgétisation selon le genre. Le cabinet ministériel au Sri Lanka a par la suite chargé 11 ministères nationaux – ainsi que tous les conseils provinciaux et les secrétariats de districts et divisionnels – d'affecter au moins 25 pour cent de leurs investissements dans le développement économique rural aux femmes. Les nouveaux fonds soutiendront l'égalité des sexes dans

*La nouvelle stratégie nationale de développement du Kosovo inscrit l'égalité des sexes dans divers objectifs, allant de la réforme foncière aux soins de santé. L'autonomisation économique des femmes est essentielle au progrès, car elle permet aux femmes comme celles-ci, qui dirigent une petite société de transformation des aliments, à faire prospérer leur entreprise.*

divers domaines, depuis l'éducation technique jusqu'aux pêcheries, aux logements et à la construction. Le ministère des Finances a soutenu la mise en œuvre de la décision en demandant aux ministères de s'assurer que les propositions budgétaires pour 2016-2017 comprennent des plans et des fonds spécifiques destinés aux mesures en faveur de l'égalité des sexes.

# FONDS D'ONU FEMMES POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

María del Carmen Cáceres dit être « une femme en cours de reconstruction ». Elle est la secrétaire générale de l'Association des femmes ouvrières du bâtiment en Bolivie et une survivante de violence domestique. Poussée par la nécessité de payer les frais médicaux pour sa fille, elle a sacrifié sa carrière d'infirmière pour s'engager dans l'industrie de la construction, où les salaires sont plus élevés. Son nouvel emploi, qu'elle a pu décrocher grâce à une formation dispensée par Red Hábitat, une organisation bénéficiaire du Fonds d'ONU Femmes pour l'égalité des sexes, lui a redonné de l'espoir et lui a permis de retrouver sa motivation.



#### MARÍA DEL CARMEN CÁCERES

*María del Carmen Cáceres, au centre, travaille dans la construction et dirige l'Association des femmes ouvrières du bâtiment en Bolivie. Grâce à l'aide fournie par le Fonds pour l'égalité des sexes, elle est devenue une fervente défenseuse des droits des femmes dans le deuxième secteur économique du pays.*

« Dans la peinture et la construction, j'ai trouvé un moyen d'exprimer ce que je réprimais depuis des années. Je me reconnais dans ma profession, car je pense que, de même qu'il est possible de réparer une céramique cassée, on peut aussi réparer sa vie. À présent, je sais que je peux faire tout ce que je veux », dit-elle.

Red Hábitat a lancé une initiative dans deux des plus grandes villes de **Bolivie** – El Alto et La Paz – en offrant aux femmes dans l'industrie de la construction la possibilité de trouver de meilleures conditions de travail et des emplois mieux rémunérés. Une partie de la stratégie du groupe est d'aider les femmes à améliorer leurs compé-



**35**  
PROGRAMMES  
ACTIFS

**11,2 MILLIONS DE**  
**DOLLARS US**  
DE SUBVENTIONS ACTIVES  
AU TOTAL

**50 700**  
BÉNÉFICIAIRES  
DIRECTS

*Les données portent sur 2016.*

tences et leurs pratiques de marketing, notamment par le biais d'une analyse des besoins du marché, de formations à des compétences techniques très demandées et d'outils professionnels tels que des modèles de devis pour des chantiers. Ce projet place également l'accent sur le développement des capacités de 30 femmes dirigeantes comme Maria del Carmen afin qu'elles disposent des compétences nécessaires pour encourager des réformes politiques sur une variété de questions, depuis la sécurité au travail jusqu'aux droits à la retraite. Leurs efforts de plaidoyer ont déjà convaincu la municipalité de La Paz d'offrir un choix de moyens de transport locaux qui sont sûrs pour les femmes et de fournir des toilettes séparées pour les hommes et pour les femmes sur les chantiers de construction et dans les installations municipales.

En 2016, le Fonds pour l'égalité des sexes a décaissé 4,4 millions de dollars US pour 35 programmes actifs, dont 25 sont de nouveaux programmes bénéficiaires engagés dans l'adaptation de 11 des objectifs mondiaux aux conditions locales, avec pour cible plus d'un demi-million de bénéficiaires d'ici 2019. Grâce au travail catalyseur des organisations bénéficiaires, le Fonds touche les femmes les plus marginalisées, par exemple celles qui vivent dans les zones rurales et dans les communautés autochtones, les femmes vivant avec le VIH/sida et/ou les femmes en situation de handicap et les travailleuses domestiques. En tant que contribution stratégique d'ONU Femmes au Programme 2030, le Fonds a permis, au cours de ses sept années d'existence, de confirmer l'efficacité d'un certain nombre de stratégies visant à réaliser l'engagement mondial à « ne pas faire de laissés-pour-compte ». Sur 121 projets financés depuis la mise en place du Fonds en 2009, 97 pour cent ont ciblé au moins une des 18 catégories de groupes vulnérables et 70 pour cent en ont touché deux ou plus.

D'autres projets soutenus par le Fonds en 2016 ont enregistré des résultats probants. En **Inde**, près de 8 200 femmes ne souffrent plus de l'oppression inhumaine que représente la récupération manuelle des déchets, qui implique le retrait d'excréments humains dans des toilettes rudimentaires. La Société de développement social Jan Sahas a mené une campagne de plaidoyer qui a amené les autorités locales à prendre 60 résolutions visant à mettre fin à cette pratique et à assurer un travail décent, une protection sociale et d'autres droits pour les femmes et leurs familles.

L'Association for Women with Social Problems (Association pour les femmes confrontées à des problèmes sociaux) a dirigé les efforts visant à organiser la première conférence nationale sur les femmes, la paix et la sécurité en **Albanie**, où le gouvernement et la société civile se sont engagés à élaborer le premier plan d'action national portant sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Au **Bénin**, la National Association of Women Farmers (Association nationale des agricultrices) a permis à 64 associations d'agricultrices d'améliorer le niveau de compétitivité de leur production agricole en utilisant des engrais biologiques, en pratiquant la rotation des cultures, en rationalisant les techniques d'irrigation et en introduisant des légumes qui régénèrent les sols appauvris. Plus de 1 700 femmes ont bénéficié de formations, spécifiquement conçues pour pallier les taux élevés d'analphabétisme. Cette initiative leur a permis d'augmenter leur production, d'améliorer la sécurité alimentaire et de mieux faire face aux pénuries d'eau et au changement climatique.

La liste complète des organisations et projets bénéficiaires du Fonds en 2016 figure à l'adresse : [www.unwomen.org/fr/trust-funds/fund-for-gender-equality](http://www.unwomen.org/fr/trust-funds/fund-for-gender-equality).

# FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

**En 2016, le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies) a célébré son 20<sup>e</sup> anniversaire d'octroi de subventions à des projets visant à prévenir la violence faite aux femmes et aux filles et à y répondre, qui ont touché toutes les régions du monde. Nombre de ces initiatives novatrices et créatives ont contribué à mieux comprendre ce qui permet d'éliminer la violence – et pourquoi.**

Un gala de levée de fonds de haut niveau visant à marquer l'anniversaire a réuni 300 militantes et militants des droits liés au genre, ainsi que des fonctionnaires des Nations Unies et le secteur privé. Coprésenté par la Directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, et par Nicole Kidman, actrice primée aux Oscars et ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes, le gala a présenté les impacts et les changements résultant de projets soutenus par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à travers les témoignages touchants de bénéficiaires. Administré par ONU Femmes pour le compte du système des Nations Unies, le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies travaille en collaboration avec des organisations non gouvernementales et des gouvernements pour améliorer l'accès

aux services d'intervention face à la violence à l'égard des femmes et des filles, approfondir la mise en œuvre de lois et de politiques basées sur les droits des femmes et soutenir les mesures de prévention de la violence.

L'un des projets appuyés par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies était le seul à proposer des services aux survivantes et survivants de la violence dans un certain nombre des camps de réfugiés installés le long de la frontière entre la **Thaïlande** et le **Myanmar**. Mis en œuvre par le Comité international de secours et l'organisation communautaire Karenni National Women's Organization, le projet a permis à des femmes comme Bu Meh (pseudo-nyme), une femme karen mère de cinq enfants et originaire du Myanmar, de trouver une protection et des ressources pour se remettre à flot. « Quand mon mari me battait, je venais ici, confie-t-elle. Je me sens en sécurité. Le personnel m'a toujours accompagnée, et j'ai bénéficié de bons services [pour ma] santé, d'un soutien psychosocial et d'aide pour d'autres besoins. »

En 2016, le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies a aussi aidé des femmes et des filles vivant sur la côte de l'Atlantique Nord du **Nicaragua**. Les taux de violence y sont élevés, en particulier pour les femmes autochtones marginalisées par la pauvreté et la discrimination. Un projet soutenu par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies et mené par l'organisation internationale de défense des droits des femmes MADRE en collaboration avec son

## NICOLE KIDMAN

*Nicole Kidman, actrice primée aux Oscars et ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes, a coprésenté une soirée de gala qui célébrait le 20<sup>e</sup> anniversaire du Fonds d'affectation spéciale de l'ONU pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes, ainsi que l'impact mondial des interventions des organisations bénéficiaires du Fonds.*



**54 MILLIONS  
DE DOLLARS US  
DE SUBVENTIONS  
ACTIVES AU TOTAL**

**106  
PROJETS  
EN COURS DANS  
77 PAYS**

**PRÈS DE  
250 000  
PERSONNES  
BÉNÉFICIAIRES  
DIRECTS**

*Les données portent sur 2016.*

partenaire local Wangki Tangni a établi la première station radiophonique dédiée aux droits des femmes dans la région, qui cible plus de 63 communautés dans la langue locale. Des « groupes d'auditrices et auditeurs communautaires », organisés par les comunicadoras – les défenseuses des droits des femmes – viennent compléter les programmes. Les groupes fournissent des informations et un espace sûr pour connaître les droits et les concepts autochtones d'une vie pacifique. « À présent, nous parlons de ce sujet tous les jours, indique Valerie Carero (pseudonyme), une auditrice passionnée des programmes. Nous pensons déjà voir moins de violence dans les foyers et dans les familles. »

Tenant de joindre les deux bouts en vendant des articles sur les marchés de Dar es-Salaam en **Tanzanie**, les femmes ont subi des violences et une discrimination généralisées, dont le harcèlement sexuel et des violences verbales. Avec le soutien du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies, le groupe Equality for Growth met en œuvre un projet qui a renforcé la sécurité sur six marchés. Quarante commerçantes ont été formées en tant qu'accompagnatrices juridiques communautaires, sensibilisant le public et aidant les femmes à revendiquer leurs droits. En 2016, les accompagnatrices juridiques communautaires ont permis à 450 femmes de signaler des cas de violence sur les marchés. Les six marchés ont adopté des directives visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes, instaurant des amendes sévères pour les auteurs de tels actes. Près de deux femmes sur trois savent désormais où signaler les cas de violence et quatre sur cinq indiquent que la violence a diminué.

Ces deux dernières décennies, le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies a soutenu 462 organisations dans 139 pays et territoires, avec des subventions totalisant plus de 129 millions de dollars US. Cet argent a eu des retombées positives sur la vie de plus de 2 millions de femmes et de filles.

En 2016, 36 organisations ont bénéficié d'un total de 13 millions de dollars US de financements, et le Fonds avait 106 projets en cours dans 77 pays et territoires. Près de 250 000 femmes et filles ont bénéficié directement de services destinés aux survivantes de violence, d'activités



**CHRISTINA SIMON**

*Christina Simon, une bénévole qui travaille pour Equality for Growth, une organisation bénéficiaire du Fonds d'affectation spéciale de l'ONU, fait partie de plusieurs centaines de commerçantes sur les marchés de Dar Es-Salaam qui s'efforcent d'améliorer la sécurité publique. Les taux de violence ont décliné et les affaires se sont améliorées.*

d'autonomisation et d'une protection contre la violence. Parmi les bénéficiaires figuraient au moins 31 000 travailleuses immigrées, 10 000 femmes autochtones, 3 400 femmes lesbiennes, bissexuelles et transgenres, et 1 300 femmes et filles en situation de handicap. Au total, le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies a touché plus de 6 millions de personnes en 2016, y compris des hommes et des garçons, des fonctionnaires et le grand public.

---

# CANALISER L'ACTION COLLECTIVE DES NATIONS UNIES

---

Dans l'ensemble des différentes organisations du système des Nations Unies, ONU Femmes dirige une approche coordonnée en matière d'égalité des sexes. Dans les programmes et les opérations, nous plaçons l'accent sur l'importance centrale des droits et de l'autonomisation des femmes pour atteindre les Objectifs de développement durable et respecter les normes internationales.



*Une jeune policière palestinienne mène une campagne de sensibilisation publique sur la manière dont la police protège la sécurité et les droits des femmes, dans le cadre d'un effort conjoint des Nations Unies visant à garantir aux femmes l'accès à la justice.*

## ÉTENDRE L'IMPACT PAR LE BIAIS DE PROGRAMMES CONJOINTS

Par le biais de programmes conjoints, ONU Femmes collabore avec d'autres entités des Nations Unies pour intégrer des mesures en faveur de l'égalité des sexes dans un vaste éventail de questions centrales liées au développement. Dans l'**État de Palestine**, ONU Femmes et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont mené un programme conjoint visant

à renforcer l'État de droit, qui s'appuie sur des partenariats avec 13 institutions de justice et de sécurité ainsi qu'avec plus de 40 organisations de la société civile et universités. Dans le cadre d'un programme global de renforcement de l'État, ONU femmes a joué un rôle de leadership dans l'intégration de la justice de genre et dans la démonstration de l'importance fondamentale de l'accès des femmes à la justice.

Le programme a permis d'étendre l'accès à une représentation juridique et à des services de conseils pour 53 000 Palestiniens, dont plus de la moitié sont des femmes. Une unité de poursuites judiciaires spécialisée a été établie, 26 procureures et procureurs ont été formés sur le traitement des cas de violence sexuelle et basée sur le genre, et près de 400 avocates et avocats ont acquis de nouvelles connaissances sur les droits humains des femmes pour améliorer leurs plaidoiries dans les tribunaux. Un projet de loi relatif à la violence domestique, élaboré en conformité avec les normes internationales, est en cours d'examen. C'est la première fois que l'État de Palestine tente de criminaliser la violence domestique et d'établir des mesures spécifiques pour la protection des survivantes et survivants.

En collaboration avec le Fonds international de développement agricole, le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ONU Femmes a amélioré les opportunités économiques de 18 000 femmes en **Éthiopie**, au **Guatemala**, au **Kirghizstan**, au **Liberia**, au **Népal**, au **Niger** et au **Rwanda**. Le programme conjoint contribue à soutenir leurs moyens d'existence et à renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition, en déployant des stratégies telles qu'un appui aux petites entreprises, la fourniture de semences de qualité et de services de vulgarisation agricole, la création de coopératives agricoles et la fourniture d'aliments fortifiés.

En **Égypte**, un programme mené conjointement avec le PNUD a promu la délivrance de plus de 300 000 cartes d'identité nationale pour les femmes, leur permettant ainsi de bénéficier d'un vaste éventail de services publics et de droits juridiques essentiels. Les campagnes de plaidoyer conjointes ont débouché sur un engagement inédit de la part du président de l'Égypte à délivrer 5 millions de cartes d'identité, couvrant toutes les femmes qui n'en disposent pas actuellement. Pour permettre un accès à grande échelle, ONU Femmes a apporté son assistance en proposant un modèle de coopération, où des ONG locales s'associent avec le Conseil national de la femme pour délivrer les cartes.

## **UN PLAN D'ACTION À L'ÉCHELLE DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR L'ÉGALITÉ**

Par le biais du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP), élaboré par ONU

Femmes, les entités des Nations Unies établissent des stratégies relatives à l'égalité des sexes, qui guident l'orientation organisationnelle dans tous les aspects des opérations. Plus de 90 pour cent des organisations soumettent désormais un rapport sur les mesures adoptées dans le cadre de l'ONU-SWAP et, en 2016, 51 d'entre elles disposaient de politiques sur le genre et avaient intégré les questions de genre dans leurs plans stratégiques, contre 21 en 2012, l'année d'établissement de l'ONU-SWAP. Les politiques et les plans relatifs au genre continuent d'être les moteurs les plus stratégiques du changement en faveur de l'égalité des sexes dans les organisations ; celles qui les ont mis en place enregistrent des résultats nettement supérieurs à ceux des autres.

L'ONU-SWAP a largement modifié la façon dont le travail en faveur de l'égalité des sexes est effectué dans le système des Nations Unies. Alors que les points de contact pour les questions d'égalité des sexes étaient auparavant isolés au sein des organisations, des réseaux de personnes qui soutiennent l'égalité des sexes sont désormais actifs dans divers domaines, depuis le financement jusqu'aux ressources humaines et aux communications. En 2016, 14 entités des Nations Unies ont introduit des formations obligatoires sur le genre pour tout le personnel et plus de 18 000 membres du personnel des Nations Unies ont suivi le cours « Je connais le genre ».

Au sein de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui compte 10 000 collaboratrices et collaborateurs répartis dans plus de 440 bureaux à l'échelle mondiale, une nouvelle politique relative à l'égalité des sexes souligne la redevabilité du personnel à tous les niveaux. Chaque département a des engagements spécifiques pour aborder les questions de genre et doit rendre des comptes quant à leur réalisation. Les initiatives innovantes comprennent des procédures visant à déceler les risques liés au genre dans les audits standard menés sur les sites de l'OIM, notamment pour évaluer la parité entre les sexes dans les effectifs et la régularité des formations à la prévention de l'exploitation et des abus sexuels. Les unités budgétaires mettent en œuvre un marqueur genre en vue de mener un suivi du degré de sensibilité au genre des projets. L'unité de gestion des talents a intégré des indicateurs de performance clés liés au genre dans le système d'évaluation du personnel, en plaçant l'accent sur les responsables.

**EMMA WATSON ET INKOSI KACHINDAMOTO**  
*L'ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes Emma Watson (au centre) et la chef Inkosi Kachindamoto (à gauche) sont accueillies par les élèves de l'école secondaire de Mtakataka, où les filles ont pu reprendre leur scolarité après l'annulation de leurs mariages d'enfants.*



---

# PROMOUVOIR LA PARTICIPATION DU PUBLIC

---

Le Programme 2030 est un plan universel pour un avenir partagé. Sa réussite dépend de la sensibilisation et de la participation active des populations dans tous les pays. Par le biais de campagnes de plaidoyer publiques, ONU Femmes fait avancer le travail sur le terrain. Nos campagnes touchent un public vaste afin d'inciter à l'action sur l'éventail de préoccupations vitales pour les femmes et pour les Objectifs de développement durable.

---

À CE JOUR, PLUS DE  
**1 MILLION**  
D'HOMMES  
ET DE GARÇONS  
ONT ADHÉRÉ À L'INITIATIVE  
**HEFORSHE**

**ONU FEMMES**  
A ÉTÉ MENTIONNÉE DANS  
**18 000**  
RAPPORTS DE PRESSE

LE NOMBRE D'ABONNÉES  
ET ABONNÉS SUR LES  
**MÉDIAS SOCIAUX**  
EST MONTÉ À  
**5 MILLIONS**

---

## LES CHAMPIONS D'IMPACT DE LA CAMPAGNE HEFORSHE PILOTENT LA TRANSFORMATION

Que se passe-t-il quand plus de 1,1 million d'hommes et de garçons se mobilisent dans le cadre du mouvement HeForShe pour créer un monde d'égalité entre les sexes ? Quand l'un de ces hommes préside un pays, les résultats peuvent comprendre un changement historique de la Constitution. Cela a été le cas du **Malawi**, où le président Arthur Peter Mutharika, un champion d'impact pour la campagne HeForShe d'ONU Femmes, a été un catalyseur majeur en convainquant la population d'accepter, une fois pour toutes, de mettre fin aux mariages d'enfants.

En 2016, le Parlement a amendé la Constitution pour criminaliser le mariage d'enfants au plus haut niveau du système juridique, protégeant ainsi les filles et les garçons de moins de 18 ans contre une violation de leurs droits humains. ONU Femmes a joué un rôle clé lors du processus de révision de la Constitution, en fournissant une expertise juridique et en parrainant les principales consultations visant à faire avancer une réforme qui protège les droits, la santé, l'éducation et les perspectives d'avenir des filles.

Avant l'amendement de la Constitution, la veille de la Journée internationale de la fille en 2016, Emma Watson, ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes, a promu la cause en se rendant au Malawi. Elle a rencontré des chefs traditionnels qui ont arrêté la pratique du mariage d'enfants dans leurs communautés ainsi que des filles qui sont retournées à l'école après l'annulation de leur mariage.

Les efforts louables du Malawi font partie d'un grand nombre d'initiatives menées dans le monde entier par les champions HeForShe. Dans le cadre de l'initiative « HeForShe IMPACT 10x10x10 », 10 dirigeants d'entreprises internationales se sont engagés à piloter le changement au sein de leurs sociétés et en dehors. C'est ce qui a amené PWC à augmenter le taux de représentation des femmes dans son conseil de direction mondial, qui est passé de 18 à 47 % en 2016. Tupperware Brands a instauré la parité des sexes au niveau de son conseil d'administration et Twitter a mis en œuvre une politique neutre au regard du genre octroyant un congé parental de 20 semaines.

## RENFORCER LES MESURES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS MONDIAUX

En 2015, lors d'un rassemblement historique aux Nations Unies sous l'égide d'ONU Femmes, plus de 70 dirigeantes et dirigeants internationaux ont pris l'engagement de défendre le projet « Pour un monde 50-50 en 2030 : Franchissons le pas pour l'égalité des sexes ». Convenant qu'aucun des objectifs mondiaux ne serait réalisé sans l'égalité des sexes, près de 100 pays se sont engagés à prendre des mesures spécifiques pour éliminer la discrimination et combler les disparités entre les sexes.

Un an plus tard, chaque région du monde avait réalisé des progrès dans l'accomplissement de ces engagements. L'**Argentine**, le **Burundi**, le **Danemark**, la **Géorgie** et la **Lettonie** faisaient partie des pays qui avaient lancé des plans nationaux et des campagnes de sensibilisation publiques, et adopté des lois visant à éliminer la violence. La **Chine**, l'**Estonie**, le **Mexique**, la **Nouvelle-Zélande** et les **États-Unis** avaient pris des mesures pour élargir le soutien en faveur de l'entrepreneuriat des femmes, promouvoir la protection de la maternité et le congé de paternité, et réduire l'écart des salaires entre les hommes et les femmes. Le **Costa Rica** et la **Thaïlande** renforçaient les mécanismes de collecte de données sur le genre, et l'**Arménie**, la **Jordanie** et le **Luxembourg** avaient lancé des initiatives visant à renforcer la représentation des femmes dans les organes élus.

## PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ SALARIALE

Étant donné que les femmes perçoivent encore des salaires inférieurs de 23 pour cent en moyenne à ceux des hommes, la plateforme des champions de l'égalité salariale rejoint un appel mondial à combler l'écart. Lors de la réunion de la Commission de la condition de la femme en 2017, Patricia Arquette, l'actrice primée aux Oscars, et Abby Wambach, deux fois médaillée d'or aux Jeux olympiques et superstar de football, ont rejoint des dirigeantes et dirigeants de syndicats, de la société civile, de gouvernements, du secteur privé et de l'industrie du film, ainsi que des défenseuses et défenseurs de l'égalité des sexes pour lancer la plateforme et une campagne de sensibilisation publique. Les championnes et champions de l'égalité salariale se sont engagés à défendre la cause à titre personnel et appelleront les décideuses et décideurs à remplir leurs obligations à cet égard, car c'est une question fondamentale pour l'autonomisation économique des femmes.

L'appel des champions a été amplifié par la campagne #StopTheRobbery d'ONU Femmes, qui vise à mobiliser les populations à l'échelle mondiale autour de l'égalité salariale. Dans les messages sur Twitter, la campagne adopte un affichage astucieux obscurcissant 23 pour cent des caractères en référence à l'écart de 23 pour cent entre les salaires des hommes et des femmes. Au cours de ses premières semaines, la campagne #StopTheRobbery a touché plus de 52 millions d'utilisatrices et utilisateurs de Twitter, et sa vidéo a été visionnée 500 000 fois au total.

## S'UNIR CONTRE LA VIOLENCE

L'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles est devenue un appel mondial urgent. En 2016, dans 105 pays – un nombre record –, des personnes se sont réunies dans le cadre de la campagne TOUS UNIS administrée par ONU Femmes pour commémorer l'événement annuel « 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre ».

Les activités sur le terrain ont adopté le slogan de la campagne « Orangez le monde » pour un avenir meilleur sans violence, avec des marches et des défilés à vélo où les participantes et participants étaient habillés en orange et le lancement du premier concours de chant de la campagne TOUS UNIS. Parmi les édifices emblématiques éclairés en orange, une pratique caractéristique de la campagne ces dernières années, figuraient la Porte de l'Inde, le Monument de la Renaissance africaine au Sénégal, 17 municipalités en Italie, les palais présidentiels de l'Équateur, du Chili et de la Colombie, la basilique de la Nativité à Bethléem, pour n'en citer que quelques-uns. Au Maroc, le Parlement a été éclairé en orange pour la première fois, et Maroc Telecom a envoyé des SMS de prévention de la violence à ses abonnés et abonnés mobiles.

ONU Femmes a fait appel à une multitude de canaux pour cibler divers publics. Dans le monde, des messages de lutte contre la violence ont été diffusés à plus de 300 millions de personnes, rien que sur Twitter. À New York, une vidéo d'intérêt public sur la lutte contre la violence a été projetée sur des écrans dans les taxis et sur les réseaux câblés locaux, enregistrant 1,6 million de vues supplémentaires des vidéos en ligne publiées sur les plates-formes d'ONU Femmes.





**DANS LE SENS HORAIRE, DE HAUT EN BAS :**

Édifice emblématique de la ville de New York, le Flatiron Building a été illuminé lors de la Journée internationale des femmes en 2016 pour relayer l'appel d'ONU Femmes : Franchissons le pas pour l'égalité des sexes !

Journée orange 2016 : ONU Femmes en Égypte a rejoint la campagne « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes » avec un défilé de motos en faveur du droit à la mobilité et à la liberté de mouvement.

Journée orange 2016 : Pour marquer la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, une manifestation silencieuse de la société civile visant à éradiquer la violence à l'égard des femmes et des filles en Jamaïque a été organisée, avec une attention spéciale pour les femmes vivant avec le VIH.

La Directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, et l'actrice Patricia Arquette lancent la campagne #StopTheRobbery, pour sensibiliser le public sur l'écart salarial mondial entre les hommes et les femmes, qui est de 23 pour cent.

---

# ÉTABLIR DES PARTENARIATS POUR UN AVENIR DURABLE

---

**La réussite du Programme 2030 repose sur un partenariat mondial pour le développement durable, fermement ancré dans la solidarité universelle et dans l'engagement de toutes et tous à prendre part à l'avènement d'un monde meilleur. ONU Femmes établit une multitude de partenariats – avec des institutions publiques, des entreprises privées et la société civile – qui permettent d'étendre et d'accélérer les progrès réalisés en faveur de l'égalité des sexes.**

## **AUTONOMISER LES FILLES PAR LE SPORT**

La flamme s'élevait, éclatante devant le ciel bleu de Rio de Janeiro, symbole pérenne de vie et de paix aux Jeux olympiques. Entre les mains de la Directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, elle portait également un autre message : l'autonomisation des femmes et des filles et une vie de paix à l'abri de toutes les formes de craintes et de discrimination. L'événement a été l'occasion de se réjouir du pouvoir du sport à galvaniser le changement social et l'égalité des sexes, et d'y réfléchir.

Grâce à un partenariat de longue date entre ONU Femmes et le Comité international olympique (CIO), l'édition 2016 des JO à Rio a offert d'innombrables opportunités de présenter ce lien. La célébration du programme d'héritage olympique « Une victoire en entraîne une autre » en est l'un des principaux exemples. Élaboré conjointement par ONU Femmes, le CIO et Women Win, le programme autonomise 1 000 filles défavorisées de Rio de Janeiro sur la base d'un modèle conçu par Women Win, qui couvre 217 000 filles dans 25 pays. Lors des Jeux, les filles ont pu se rendre dans 16 villas olympiques pour pratiquer un sport et participer à des ateliers d'acquisition de compétences économiques et de leadership, elles ont suivi des exercices de renforcement de la confiance en soi ainsi que des activités de sensibilisation sur la santé, sur les mesures de prévention de la violence et sur les moyens de s'en protéger.

En dehors des JO, ONU Femmes a mis à profit le pouvoir du sport pour les femmes et les filles par le biais de partenariats tels que celui qu'elle a conclu avec le club de football de Valence. Lors d'un atelier international innovant, des défenseuses et défenseurs expérimentés de

l'égalité des sexes et des athlètes talentueux ont travaillé avec des associations sportives pour renforcer la focalisation sur l'égalité des sexes dans les programmes d'entraînement de football. Les participantes et participants ont appris des techniques de prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles et de développement de l'estime de soi, ainsi que des compétences de leadership. Elles et ils appliquent ces nouvelles connaissances par le biais de projets dont l'objectif est de toucher au moins 30 000 filles et garçons d'ici fin 2019.

## **ALIGNEMENT DES ENTREPRISES SUR LES OBJECTIFS MONDIAUX**

Les partenariats d'ONU Femmes avec le secteur privé contribuent à faire avancer l'égalité des sexes dans toutes les activités des entreprises, depuis les chaînes de valeur jusqu'aux pratiques sur le lieu de travail. Par exemple, Unilever a tiré parti de notre assistance pour élaborer le Cadre mondial sur la sécurité des femmes, qui vise à autonomiser 5 millions de femmes dans la chaîne d'approvisionnement mondiale liée aux activités de l'entreprise dans le secteur du thé. Le cadre comporte des mesures visant à ce que les femmes puissent travailler dans des environnements sûrs et sécurisés et bénéficier de chances égales pour développer de nouvelles compétences et améliorer leurs moyens d'existence. Une collaboration entre ONU Femmes et Citi a débouché sur la publication d'un guide de formation, déjà testé au Brésil et en Inde, dont l'objectif est d'encourager les entreprises à acheter plus auprès de sociétés possédées par des femmes.

Les Principes d'autonomisation des femmes (PAF) proposent des directives afin que les entreprises instaurent

*Grâce au programme d'héritage olympique « Une victoire en amène une autre », élaboré dans le cadre d'un partenariat entre ONU Femmes et le Comité international olympique, les filles d'une équipe de basket de Mangueira au Brésil acquièrent des compétences de la vie courante qui leur permettront de lutter contre les inégalités entre les sexes.*



---

**400**  
**ENTREPRISES**  
ONT ADOPTÉ LES  
PRINCIPES  
D'AUTONOMISATION  
DES FEMMES

**40**  
**GROUPES**  
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE  
MÈNENT DES ACTIVITÉS AUX  
NIVEAUX NATIONAL, RÉGIONAL  
ET MONDIAL, COUVRANT  
**60 PAYS**

**15**  
**COMITÉS**  
**NATIONAUX**  
SOUTIENNENT NOTRE  
TRAVAIL DANS  
**4 CONTINENTS**

---

l'égalité des sexes ; 1 445 entreprises ont déjà adhéré à ces engagements mondiaux, qui ont été élaborés par ONU Femmes et le Pacte mondial des Nations Unies. Le nouvel outil d'analyse des disparités des PAF permet aux entreprises de déterminer les domaines où elles s'en sortent bien et ceux où elles doivent améliorer leur performance. Une plateforme en ligne gratuite et confidentielle aide les entreprises à mener les évaluations, en couvrant des aspects tels que les ressources humaines, les achats et la durabilité de l'entreprise. Un simple système de classement récapitule leur position actuelle – et permet de mener un suivi de leurs progrès dans le temps.

Le Conseil consultatif des responsables du secteur privé allie l'expertise d'ONU Femmes et celle du secteur privé pour accélérer les progrès économiques et sociaux en faveur des femmes et des filles dans le monde entier. En 2017, le Conseil est convenu de poursuivre une série d'initiatives collectives ciblées visant à contribuer à la mise en œuvre des recommandations du Groupe de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies sur l'autonomisation économique des femmes. Parmi les priorités qui ont été sélectionnées, des efforts ont immédiatement été mis en œuvre pour renforcer la qualité et la transparence des rapports sur les progrès réalisés en matière d'égalité des sexes dans le secteur privé et pour examiner les moyens de lutter contre les normes et les stéréotypes défavorables.

Les membres du Conseil comprennent : Dominic Barton, McKinsey & Company ; Bob Collymore, Safaricom ; Angelica Fuentes, Grupo Omniflife-Angelissima-Chivas ; Rick Goings, Tupperware ; Jayne Hrdlicka, Jetstar Group ; Muhtar Kent, The Coca-Cola Company ; Paul Polman, Unilever ; et Stuart Smith, Ogilvy Public Relations.

## **ÉTABLIR DES PARTENARIATS AU-DELÀ DES FRONTIÈRES**

ONU Femmes a renforcé son partenariat avec l'Union européenne par le biais d'un nouvel engagement conjoint à un protocole d'entente. Ce nouvel engagement s'appuie sur le Programme 2030 et sur le plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité des sexes pour l'action extérieure, tout en reconnaissant également la nécessité d'une action conjointe portant sur les difficultés mondiales telles que la lutte contre l'extrémisme violent, le changement climatique et la dimension genre dans les politiques et les mesures relatives aux réfugiés. Par ailleurs, trois opinions adoptées par le Comité consultatif de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes de la Commission européenne, qui concernent l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée, les migrantes et les réfugiées, et l'éradication des mutilations génitales féminines, ont bénéficié des contributions d'ONU Femmes. Avec l'implication d'ONU Femmes, les communiqués du Groupe des 7 et du Groupe des 20 ont reconnu l'importance d'accorder la priorité à l'autonomisation économique des femmes.

## **DES CONTACTS PLUS ÉTENDUS AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE**

ONU Femmes a poursuivi l'augmentation du nombre de ses groupes consultatifs de la société civile, avec un total mondial de 40. Parmi les nouveaux membres figurent des dirigeantes et dirigeants de groupes LGBTI et de jeunes, des organisations syndicales et des groupes de défense des droits des personnes en situation de handicap. Cette plus grande diversité se reflète également dans la composition du nouveau groupe consultatif de la société civile de la Directrice exécutive, qui lui donne des conseils d'ordre stratégique et pratique.



En accord avec le principe du Programme 2030 visant à ne pas faire de laissés-pour-compte, ONU Femmes a soutenu la participation de femmes et de filles issues de groupes très marginalisés à des conférences internationales majeures – y compris CIVICUS en Colombie, « Women Deliver » au Danemark, Habitat III en Équateur et AWID au Brésil – où elles ont pu faire part de leurs préoccupations aux représentantes et représentants gouvernementaux et à d'autres décideuses et décideurs.

Afin d'impliquer les leaders religieux, ONU Femmes et ses partenaires ont lancé la « Plateforme sur la religion et l'égalité des sexes » pour examiner comment poursuivre la mise en œuvre du Programme 2030 en adoptant une perspective axée sur la religion qui accorde une place centrale à l'égalité des sexes.

## SOUTIEN DES COMITÉS NATIONAUX

Dans 15 pays, les comités nationaux mènent des activités de plaidoyer pour ONU Femmes et établissent des partenariats favorables à l'égalité des sexes et aux objectifs mondiaux. Par exemple, le comité national de Finlande a levé des fonds en 2016 afin de couvrir les principaux coûts d'exploitation d'ONU Femmes, pour que l'aide humanitaire réponde aux besoins des femmes réfugiées dans les Balkans et pour promouvoir l'entrepreneuriat des femmes en Inde. Le dernier comité national d'ONU Femmes a été établi aux Pays-Bas. Ses membres, partisans et partisanes mènent des campagnes dynamiques de levée de fonds et de sensibilisation sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.



DANS LE SENS HORAIRE, DE HAUT EN BAS :

*En Turquie, plus de 150 sociétés ont adhéré aux Principes d'autonomisation des femmes. Nombre des dirigeantes et dirigeants de ces sociétés se sont réunis à Istanbul pour lancer le Guide de mise en œuvre des Principes d'autonomisation des femmes. Elles et ils ont envoyé un message percutant : « L'égalité promeut les affaires ! »*

*L'Union européenne et ONU Femmes ont affirmé leur partenariat par une déclaration conjointe signée par (de gauche à droite) la Directrice exécutive d'ONU Femmes Phumzile Mlambo-Ngcuka, la haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et vice-présidente de la Commission européenne Federica Mogherini, et le commissaire pour la coopération internationale et le développement Neven Mimica.*

---

# PARTENAIRES POUR LE CHANGEMENT

---

## LES VOIX DE NOS PRINCIPAUX CONTRIBUTEURS GOUVERNEMENTAUX

### AUSTRALIE

« L’Australie apprécie les programmes nationaux concrets d’ONU Femmes et son rôle de plaidoyer mondial. Il est essentiel que les activités des Nations Unies promouvant l’égalité des sexes soient coordonnées afin d’obtenir le meilleur impact possible. ONU Femmes joue un rôle majeur dans l’ensemble du système des Nations Unies. Ceci est particulièrement important dans le Pacifique, où les ressources sont rares et les difficultés sont considérables. »

— Julie Bishop, ministre australienne des Affaires étrangères

### FINLANDE

« La promotion de l’égalité des sexes est une valeur centrale et un objectif politique de la Finlande depuis plus d’un siècle. Les activités d’ONU Femmes sont pertinentes dans tous les domaines prioritaires de notre politique de développement et ONU Femmes joue un rôle central dans l’avancement des droits des femmes à l’échelle mondiale. C’est pour ces raisons qu’ONU Femmes demeure l’un des principaux partenaires onusiens de la Finlande, comme le montrent nos financements : seules quelques organisations multilatérales continuent de recevoir autant de fonds de la Finlande. »

— Kai Mykkänen, ministre finlandais du Commerce international et du Développement

### JAPON

« En vertu de la Stratégie de développement pour l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes, le Japon a régulièrement apporté son appui aux pays en développement dans des domaines prioritaires tels que la promotion des droits des femmes et des filles et l’avancement du leadership des femmes dans la politique, l’économie et d’autres domaines publics. En promouvant ces efforts, ONU Femmes, fervente défenseuse de l’autonomisation des femmes dans le monde, est un partenaire fiable pour le Japon. »

— Fumio Kishida, ministre japonais des Affaires étrangères

### NORVÈGE

« La Norvège a activement soutenu l’établissement d’ONU Femmes et le pays en est depuis un fervent partisan. ONU Femmes jouit d’une position unique pour promouvoir l’égalité des sexes dans l’ensemble du système des Nations Unies. Par son approche normative, elle diffère de certaines des agences de développement des Nations Unies à l’identité onusienne forte. Si nous souhaitons sérieusement changer les règles du jeu, nous devons être disposés à réaliser des investissements à long terme. »

— Borge Brende, ministre norvégien des Affaires étrangères

### SUÈDE

« La Suède reconnaît la responsabilité globale d’ONU Femmes, à savoir intégrer l’égalité des sexes, les droits des femmes et leur autonomisation, et contribuer à la mise en œuvre de l’ODD 5 du Programme 2030. Le soutien apporté à ONU Femmes est multiplié par le biais de sa mission, qui consiste à diriger, coordonner et promouvoir la redevabilité pour l’ensemble du travail accompli dans le système des Nations Unies en faveur de l’égalité des sexes. »

— Isabella Lövin, ministre suédoise de la Coopération internationale pour le développement

### SUISSE

« ONU Femmes travaille sans relâche pour que chaque fille et chaque femme puissent vivre dans la dignité et avoir accès aux possibilités – sur le plan politique ou économique. Pour réduire la pauvreté et les inégalités, peu d’investissements d’aide publique au développement (APD) sont plus efficaces que de veiller à ce que plus de la moitié de la population mondiale contribue pleinement au développement des sociétés. »

— Manuel Sager, directeur général de l’Agence suisse pour le développement et la coopération

---

## DIRIGEANTES ET DIRIGEANTS D’ENTREPRISES ET PHILANTHROPES QUI SOUTIENNENT LA MISSION D’ONU FEMMES

### GROUPE ALIBABA

« Nous savons que les femmes nous ouvriront la voie vers un avenir meilleur et plus brillant. Chez Alibaba, nous croyons que la technologie a le pouvoir de permettre aux femmes de s’épanouir dans l’économie d’aujourd’hui et de demain. Avec ONU Femmes, nous continuerons à créer des opportunités économiques pour des millions de femmes entrepreneurs du monde entier. »

— Jack Ma, président du Groupe Alibaba

### UNILEVER

« Il est essentiel d’investir en faveur des femmes pour assurer la croissance économique et le développement durable. En réunissant les entreprises, les gouvernements et la société civile par le biais de partenariats, nous pouvons générer des impacts positifs pour les femmes, leurs familles et leurs communautés, et créer un avenir meilleur pour toutes et tous. Grâce à son expertise étendue, ONU Femmes est une force motrice de l’autonomisation des femmes dans le monde entier. Nous sommes fiers de soutenir le travail important d’ONU Femmes et nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre notre partenariat. »

— Paul Polman, directeur général d’Unilever

### ZONTA

« ONU Femmes est une voix puissante pour les femmes et les filles aux niveaux mondial, régional et local. Pour parvenir à l’égalité des sexes et à l’autonomisation des femmes et des filles, nous devons investir dans des programmes qui placent les droits et les intérêts des femmes au centre de chaque conversation. »

— Sonja Hönig Schough, présidente de Zonta International et de la Zonta International Foundation

# ÉTATS FINANCIERS 2016

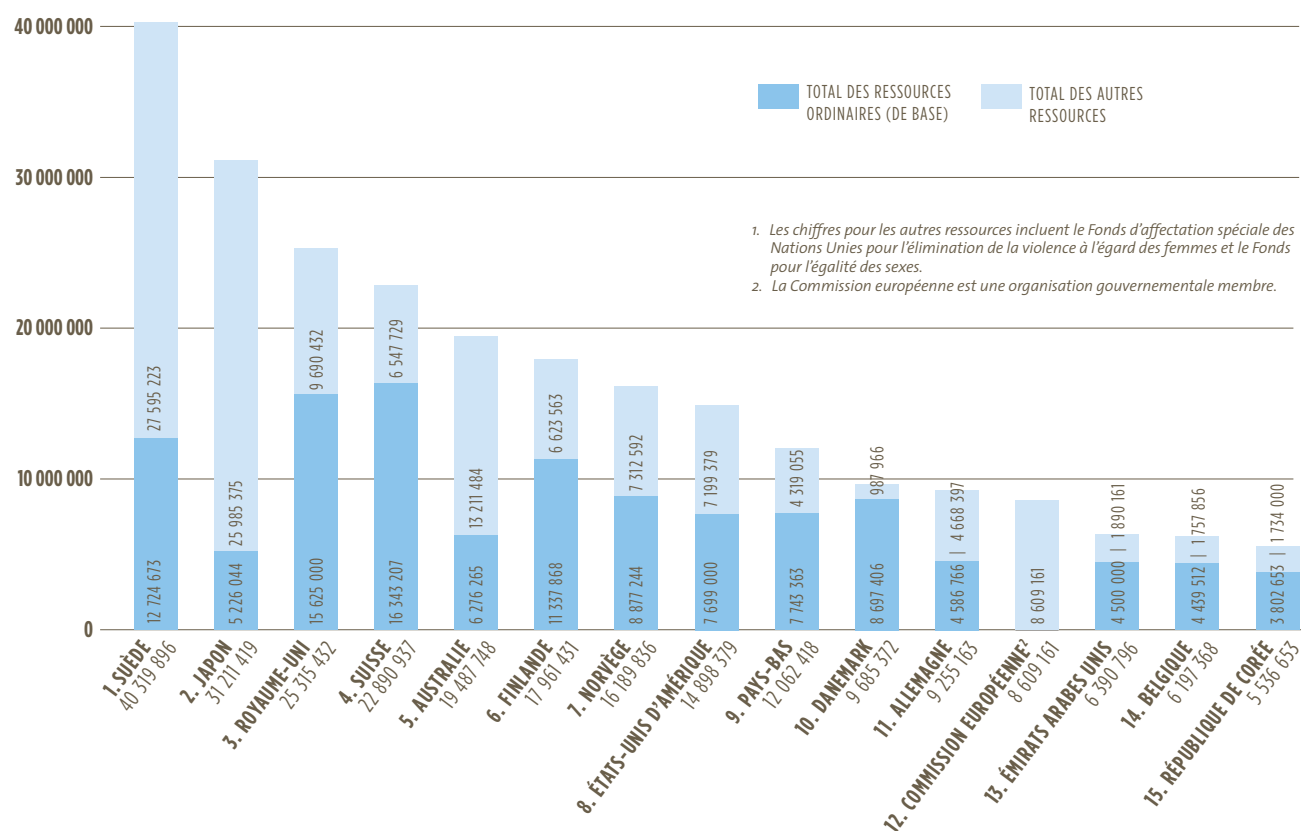
ONU Femmes est extrêmement reconnaissante de l'engagement de ses partenaires donateurs à faire de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes une priorité mondiale et à soutenir les programmes d'ONU Femmes, qui changent la vie des populations dans 90 pays.

En 2016, ONU Femmes a bénéficié du soutien financier de 108 États membres, d'entreprises partenaires novatrices, de philanthropes généreux et de donateurs individuels qui souhaitent prendre part à la transformation du monde. Tous soutiens confondus, ONU Femmes a mobilisé un total de 327 352 866 dollars US.

Bien que des progrès soient accomplis, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes souffrent encore de sous-investissements chroniques. ONU Femmes appelle toutes ses parties prenantes à accroître leurs contributions et leur engagement à créer un avenir meilleur pour les femmes et les filles partout dans le monde.

## Les 15 principaux gouvernements donateurs

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, en USD<sup>1</sup>



## État des résultats financiers

(en milliers de USD)

pour l'exercice terminé  
au 31 décembre 2016

	TOTAL
<b>REVENUS</b>	
Contributions	
Ressources ordinaires	141 660
Autres ressources	178 078
Ressources estimées	7 615
Revenus de placements	3 432
Autres revenus	3 636
Revenus : opérations de change	148
<b>TOTAL DES REVENUS</b>	<b>334 569</b>
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>340 041</b>
<b>EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'EXERCICE</b>	<b>(5 472)</b>

### NOTES:

- Ces états financiers ont été élaborés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS). Selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les dépenses sont comptabilisés dans la période des états financiers à laquelle ils se rattachent.
- Les contributions mises en recouvrement sont inscrites à titre de dotation annuelle du budget ordinaire des Nations Unies et sont mises en recouvrement et approuvées pour une période budgétaire de deux ans. Le montant de ces contributions est ensuite réparti de manière proportionnelle entre les deux années.
- Le déficit pour l'exercice en cours est dû à une différence temporelle entre la réception des fonds de donateurs affectés reconnus en 2015 et les dépenses d'exécution de programmes associées encourues en 2016.

**Contributions volontaires à ONU Femmes 2016**

des gouvernements et autres donateurs (exprimées en USD)<sup>1</sup>

CONTRIBUTEURS	RESSOURCES ORDINAIRES (DE BASE)	AUTRES RESSOURCES	TOTAL
<b>GOUVERNEMENTS ET ORGANISATIONS MEMBRES</b>			
Afrique du Sud	42 553	-	42 553
Algérie	10 000	-	10 000
Allemagne	4 586 766	4 668 397	9 255 163
Andorre	44 356	-	44 356
Antigua-et-Barbuda	500	-	500
Arménie	2 500	-	2 500
Australie	6 276 265	13 211 484	19 487 748
Autriche	283 126	55 850	338 976
Bahamas	5 000	-	5 000
Barbades	239 435	-	239 435
Belgique	4 439 512	1 757 856	6 197 368
Belize	1 000	-	1 000
Bénin	500	-	500
Bhoutan	500	-	500
Bolivie (État plurinational de)	6 000	-	6 000
Bosnie-Herzégovine	2 000	-	2 000
Botswana	10 000	-	10 000
Cambodge	5 000	-	5 000
Cameroun	-	1 098 966	1 098 966
Canada	4 868 914	183 085	5 051 999
Chili	-	100 000	100 000
Chine	1 863 200	166 800	2 030 000
Chypre	1 000	-	1 000
Commission européenne (CE/UE) <sup>2</sup>	-	8 609 161	8 609 161
Congo	10 606	-	10 606
Costa Rica	10 000	-	10 000
Côte d'Ivoire	6 040	-	6 040
Danemark	8 697 406	987 966	9 685 372
Émirats arabes unis	4 500 000	1 890 796	6 390 796
Espagne	752 892	1 916 744	2 669 636
Estonie	84 656	-	84 656
États-Unis d'Amérique	7 699 000	7 199 379	14 898 379
Fidji	2 064	-	2 064
Finlande	11 337 868	6 623 563	17 961 431
France	776 012	942 112	1 718 124
Gambie	20 000	-	20 000
Géorgie	10 000	-	10 000
Ghana	2 500	-	2 500
Honduras	150	-	150
Inde	1 000 000	-	1 000 000
Irak	850	-	850
Irlande	1 664 817	1 408 644	3 073 460
Islande	900 000	814 891	1 714 891
Israël	250 000	30 000	280 000
Italie	1 905 830	828 032	2 733 862
Jamaïque	4 603	-	4 603
Japon	5 226 044	25 985 375	31 211 419
Jordanie	-	19 942	19 942
Kazakhstan	68 761	10 000	78 761
Kenya	25 000	-	25 000
Kirghizistan	100	-	100
Koweït	50 000	-	50 000
Lesotho	500	-	500
Lettonie	10 000	-	10 000
L'ex-République yougoslave de Macédoine	1 000	-	1 000
Liechtenstein	72 031	10 290	82 321
Lituanie	-	11 338	11 338
Luxembourg	1 220 866	1 442 795	2 663 660
Malaisie	50 000	-	50 000
Malawi	-	360 000	360 000
Mali	43 938	-	43 938
Malte	249	-	249
Maroc	20 000	447 317	467 317
Mauritanie	150	-	150
Mexique	30 097	40 459	70 556
Micronésie (États fédérés de)	1 000	-	1 000
Moldavie	8 000	-	8 000
Monaco	22 346	-	22 346
Monténégro	2 000	-	2 000
Mozambique	9 563	-	9 563
Myanmar	5 000	-	5 000
Namibie	5 000	-	5 000

CONTRIBUTEURS	RESSOURCES ORDINAIRES (DE BASE)	AUTRES RESSOURCES	TOTAL
Népal	13 974	-	13 974
Nicaragua	5 000	-	5 000
Nigéria	156 500	-	156 500
Norvège	8 877 244	7 312 592	16 189 836
Nouvelle-Zélande	1 672 700	-	1 672 700
Ouzbékistan	2 149	-	2 149
Pakistan	10 000	-	10 000
Palestine	500	-	500
Panama	15 000	-	15 000
Paraguay	450	-	450
Pays-Bas	7 743 363	4 319 055	12 062 418
Pérou	1 539	-	1 539
Pologne	12 588	12 588	25 176
Portugal	16 411	-	16 411
République centrafricaine	250	-	250
République de Corée	3 802 653	1 734 000	5 536 653
République dominicaine	39 792	-	39 792
République islamique d'Iran	2 000	-	2 000
République populaire démocratique de Corée	250	-	250
République tchèque	15 268	-	15 268
Royaume-Uni	15 625 000	9 690 432	25 315 432
Saint-Marin	1 015	-	1 015
Sénégal	469 757	-	469 757
Serbie	12 000	-	12 000
Seychelles	1 000	-	1 000
Sierra Leone	12 500	-	12 500
Singapour	50 000	-	50 000
Suède	12 724 673	27 595 223	40 319 896
Suisse	16 343 207	6 547 729	22 890 937
Thaïlande	20 000	-	20 000
Timor-Leste	60 000	-	60 000
Trinité-et-Tobago	10 000	5 000	15 000
Turquie	1 192 572	-	1 192 572
Uruguay	6 000	-	6 000
Vanuatu	200	-	200
Viet Nam	71 176	-	71 176
<b>CONTRIBUTIONS TOTALES DES GOUVERNEMENTS</b>	<b>138 181 797</b>	<b>138 037 859</b>	<b>276 219 656</b>

**SYSTÈME DES NATIONS UNIES**

MDTFO (Fonds fiduciaire multidonateurs)	-	14 930 107	14 930 107
UNOCHA	-	1 867 639	1 867 639
ONUSIDA	-	1 910 000	1 910 000
PNUD	-	5 035 618	5 035 618
UNOPS	-	1 069 817	1 069 817
OCHA	-	1 083 191	1 083 191
Autres organismes des Nations Unies <sup>2</sup>	-	2 567 814	2 567 814
<b>CONTRIBUTIONS TOTALES DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES</b>	<b>-</b>	<b>28 464 186</b>	<b>28 464 186</b>

**COMITÉS NATIONAUX**

Allemagne	579	31 847	32 427
Australie	3 052	486 754	489 806
Autriche	-	21 231	21 231
États-Unis	2 379 794	187 205	2 566 999
Finlande	131 519	134 613	266 132
France	277 388	-	277 388
Islande	151 308	420 773	572 081
Japon	-	22 516	22 516
Nouvelle-Zélande	-	4 290	4 290
Singapour	23 526	153 127	176 654
Suède	27 136	119 053	146 189
<b>CONTRIBUTIONS TOTALES DES COMITÉS NATIONAUX</b>	<b>2 994 302</b>	<b>1 581 410</b>	<b>4 575 713</b>

**NOTES:**

1. La Commission européenne est une organisation gouvernementale membre.
2. Parmi les autres organismes donateurs du système des Nations Unies figurent : la CEA, la FAO, le FIDA, le FNUAP, le HCR, la MINUSTAH, les Nations Unies, l'OIM, l'OIT, l'OMS, ONU-HABITAT, l'OPS, le PAM, l'UNESCO, l'UNICEF.



## Contributions volontaires au Fonds pour l'égalité des sexes et au Fonds d'affectation spéciale de l'ONU pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes 2016

des gouvernements et autres donateurs (exprimées en USD)

CONTRIBUTEURS	RESSOURCES ORDINAIRES (DE BASE)	AUTRES RESSOURCES	TOTAL
<b>FONDATIONS DONATEURS PRIVÉS &amp; AUTRES</b>			
2 Life AB	-	100 000	100 000
Banque africaine de développement	-	45 000	45 000
Beijing Lijui	-	200 000	200 000
Benetton Group SA	-	400 000	400 000
Boy Story LLC	-	30 000	30 000
Braskem S.A.	-	31 500	31 500
Calvin Klein	-	250 000	250 000
Citigroup	-	200 000	200 000
Club de football de Valence	300 000	-	300 000
Comité international olympique	-	189 668	189 668
Commission électorale centrale - Palestine	-	235 693	235 693
Corporacion Andina de Fomento	-	45 000	45 000
Fondation Chanel	-	222 965	222 965
Fondation Rockefeller	-	350 000	350 000
Fonds pour la consolidation de la paix	-	1 224 013	1 224 013
Ford Foundation	-	620 000	620 000
Garanti Bankasi A.S.	-	100 000	100 000
Gouvernement de Coahuila Mexique	-	273 212	273 212
Gouvernement de Puebla Mexique	-	160 244	160 244
Green Climate Fund	-	41 362	41 362
Groupe Kledu	-	199 816	199 816
Grupo Boticario (Calamo)	-	15 599	15 599
INEE Mexique	-	47 960	47 960
INEGI Mexique	-	48 403	48 403
Initiative d'intervention rapide au service de la justice	-	202 641	202 641
Institut de développement des femmes coréennes	-	60 000	60 000
Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale	-	77 217	77 217
Instituto Lojas Renner	-	118 490	118 490
Itaipu Binacional	-	194 534	194 534
La Fondation L'Occitane	-	111 732	111 732
Mamoun Beheiry Center	-	151 027	151 027
Maria Holder Memorial Trust	-	9 055	9 055
MetLife Insurance	27 233	-	27 233
Netherlands Institute for Multiparty Democracy (NIMD)	-	21 000	21 000
Price Waterhouse Coopers	9 580	-	9 580
Proctor & Gamble	-	150 000	150 000
Proya Cosmetics Co Ltd	-	54 000	54 000
Relaciones Exteriores Mexique	-	37 096	37 096
SAER Emploi - Mali	-	199 818	199 818
Secretaría de Desarrollo Social Mexique	-	53 966	53 966
Swedish Postcode Lottery	-	344 901	344 901
Teck Resources Ltd.	-	1 000 000	1 000 000
The Asia Foundation	-	90 000	90 000
Tupperware Brands Corporation	-	255 000	255 000
Twitter Inc.	-	10 000	10 000
Unilever	-	1 125 888	1 125 888
Union interparlementaire	-	80 000	80 000
United Nations Women for Peace Association	-	250 000	250 000
Vodafone Albania Foundation	-	53 079	53 079
VSA New Zealand	-	19 808	19 808
Yong Yao (Shanghai) Real Est.	-	30 763	30 763
Zonta International	-	250 000	250 000
HeforShe (Bouton Faire un don)	54 737	-	54 737
Divers donateurs	92 841	13 369	106 211
<b>CONTRIBUTIONS TOTALES DES FONDATIONS, DONATEURS PRIVÉS &amp; AUTRES</b>	<b>484 392</b>	<b>9 993 821</b>	<b>10 478 211</b>
<b>TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES 2016</b>	<b>141 660 491</b>	<b>178 077 275</b>	<b>319 737 766</b>

CONTRIBUTEURS	FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES	FONDS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES
<b>GOUVERNEMENTS</b>		
Allemagne	217 391	-
Australie	1 530 785	-
Autriche	55 850	-
France	52 910	-
Irlande	276 008	-
Islande	100 000	-
Israël	15 000	15 000
Japon	-	130 200
Kazakhstan	10 000	-
Liechtenstein	10 290	-
Pays-Bas	2 173 913	-
Royaume-Uni	4 734 848	-
Suisse	2 866 869	-
Trinité-et-Tobago	5 000	-
<b>CONTRIBUTIONS TOTALES DES GOUVERNEMENTS</b>	<b>12 048 866</b>	<b>145 200</b>

### COMITÉS NATIONAUX

Allemagne	-	10 616
Australie	-	42 387
États-Unis d'Amérique	141 533	45 672
Finlande	40 586	-
Islande	144 407	-
Japon	9 002	14 625
Singapour	1 654	-
Suède	117 238	-
<b>CONTRIBUTIONS TOTALES DES COMITÉS NATIONAUX</b>	<b>454 420</b>	<b>113 300</b>

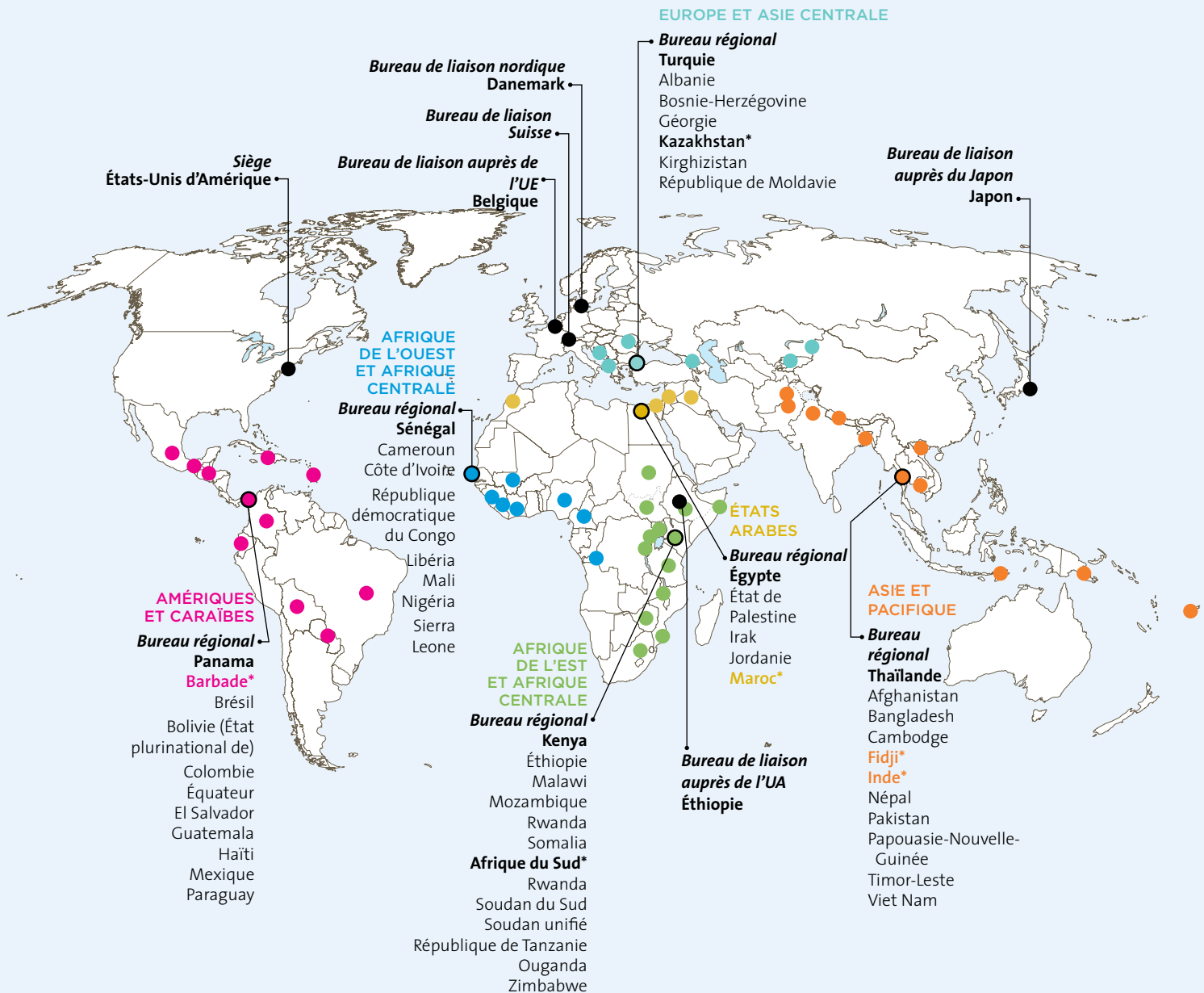
### FONDATIONS DONATEURS PRIVÉS & AUTRES

Fondation Chanel	-	222 965
La Fondation L'Occitane	-	111 732
Tupperware Brands Corporation	-	255 000
United Nations Women for Peace Association	250 000	-
Divers donateurs	10 712	60
<b>CONTRIBUTIONS TOTALES DES FONDATIONS, DONATEURS PRIVÉS &amp; AUTRES</b>	<b>260 712</b>	<b>589 757</b>
<b>TOTAL DES CONTRIBUTIONS 2016 AU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES</b>	<b>11 177 419</b>	<b>848 257</b>

# ONU FEMMES DANS LE MONDE

## Bureaux régionaux, multipays, de pays et de liaison

\*Bureau multipays



Les frontières et les noms indiqués ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part des Nations Unies. La ligne en pointillé représente approximativement la ligne de démarcation au Jammu-et-Cachemire convenue par l'Inde et le Pakistan. La situation définitive du Jammu et du Cachemire ne fait pas encore l'objet d'un accord entre les parties. La frontière définitive entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'a pas encore été fixée.

---

# NOUS CONTACTER

---

## Siège

220 East 42nd Street  
New York, NY 10017,  
États-Unis D'Amérique  
Tél : +1 646-781-4606  
Site Web : [onufemmes.org](http://onufemmes.org)

## Dans le monde

[unwomen.org/fr/where-we-are](http://unwomen.org/fr/where-we-are)

## Comités Nationaux

[unwomen.org/fr/partnerships/national-committees](http://unwomen.org/fr/partnerships/national-committees)

© ONU Femmes 2017.

Tous droits réservés

**Consultez le rapport en ligne à l'adresse : <http://annualreport.unwomen.org/fr/2017>**

Publié par la section Communications et plaidoyer d'ONU Femmes

Rédactrice : *Nanette Braun*

Texte : *Gretchen Luchsinger*

Coordination de la production : *Carlotta Aiello*

Recherche de documents photographiques : *Ryan Brown*

Conception : *Melanie Doherty Design*

Impression : *Hoechstetter/RR Donnelley*

COUVERTURE : *Sur les îles Tristao de Guinée, l'ONG Partenariat Recherches Environnement Médias fait appel à une subvention du Fonds d'ONU Femmes pour l'égalité des sexes afin d'aider les femmes des zones rurales à générer des revenus et à améliorer la vie dans leur communauté.*

PHOTO : *ONU Femmes/Joe Saade*

PHOTOS : P. 2 ONU Femmes/Ryan Brown ; P. 4 : (Photos de gauche à droite) ONU Femmes/Pornvit Visitoran, CIAT/Georgina Smith, ONU Femmes/Joe Saade ; P. 6 ONU Femmes/Yashas Chandra ; P. 7 ONU Femmes/Ryan Brown ; P. 9 ONU Femmes/Corinne Roberts ; P. 10 ONU Femmes/Rena Effendi ; P. 11 ONU Femmes/Christopher Herwig ; P. 13 Alison Wright ; P. 15 ONU Femmes/Norman Gorecho ; P. 17 ONU Femmes/Ellie van Baaren ; P. 18 ONU Femmes/Mahtabul Hakim ; P. 19 ONU Femmes/Coumba Bah ; P. 21 AP Photo/Sunday Alamba ; P. 22 Ohan Ordonez/AFP/Getty Images ; P. 23 ONU Femmes/Nathan Beriro ; P. 25 Femmes/Nathan Beriro ; P. 26 ONU Femmes/Ryan Brown ; P. 27 ONU Femmes/Mirjana Nedeva ; P. 29 ONU Femmes/Rena Effendi ; P. 30 Red Habitat/Sofia Bensadon ; P. 32 ONU Femmes/Ryan Brown ; P. 33 Fondo Fiduciario de la ONU/Gemma Wood ; P. 34 ONU Femmes/Cindy Thai Thien Nghia ; P. 36 ONU Femmes/Karin Schermbrucker ; P.39 : (Dans le sens horaire, de haut en bas) ONU Femmes/Ryan Brown, ONU Femmes/Muhammed Ghounaim, ONU Femmes/Khristina Godfrey, ONU Femmes/Ryan Brown ; P. 41 ONU Femmes/Gustavo Stephan ; P. 43 : (Dans le sens horaire, de haut en bas) Pacte mondial Turquie/Tolga Sezgin, Union européenne



Pour un monde 50-50 en 2030  
Franchissons le pas pour l'égalité des sexes

---

220 East 42nd Street  
New York, New York 10017, États-Unis  
Tél : 646-781-4400  
Fax : 646-781-4444

---

[www.onufemmes.org](http://www.onufemmes.org)  
[www.facebook.com/onufemmes](https://www.facebook.com/onufemmes)  
[www.twitter.com/onufemmes](https://www.twitter.com/onufemmes)  
[www.youtube.com/unwomen](https://www.youtube.com/unwomen)  
[www.flickr.com/unwomen](https://www.flickr.com/unwomen)  
[www.instagram.com/unwomen](https://www.instagram.com/unwomen)

---

